



Comité des obstacles techniques au commerce

**VINGT-DEUXIÈME EXAMEN ANNUEL DE LA MISE EN ŒUVRE
ET DU FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD OTC**

NOTE DU SECRÉTARIAT¹

Le Comité des obstacles techniques au commerce de l'OMC (le Comité) procédera au vingt-deuxième examen annuel de la mise en œuvre et du fonctionnement de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce (l'Accord OTC), au titre de l'article 15.3 de l'Accord, à sa prochaine réunion les 29-30 mars 2017. Le présent document traite des travaux du Comité concernant la mise en œuvre et le fonctionnement de l'Accord pendant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016.

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

TABLE DES MATIÈRES

1 RÉSUMÉ ANALYTIQUE	3
2 ÉCHANGE DE DONNÉES D'EXPÉRIENCE	4
3 EXAMEN DES MESURES OTC	5
3.1 Notifications des règlements techniques et procédures d'évaluation de la conformité	5
3.1.1 Tendances en matière de nouvelles notifications et de suivi (addenda, corrigenda, révision)	5
3.1.2 Notifications présentées, par Membre.....	6
3.1.3 Notifications par niveau de développement et par région	8
3.1.4 Délai prévu dans les notifications pour la présentation des observations	10
3.1.5 Présentation en ligne des notifications	10
3.1.6 Objectifs déclarés des notifications.....	11
3.2 Autres notifications OTC	12
3.2.1 Notifications au titre de l'article 10.7	12
3.2.2 Notifications au titre de l'article 15.2.....	12
3.2.3 Notifications au titre du Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes (le "Code")	12
3.3 Préoccupations commerciales spécifiques	13
3.3.1 Tendances en matière de PCS	13
3.3.2 PCS par Membre.....	14
3.3.3 Membres visés par les PCS	16
3.3.4 PCS par région et par niveau de développement	17
3.3.5 Types de préoccupations soulevées.....	19
3.3.6 Objectifs déclarés des mesures visées par des PCS	20
3.3.7 Fréquence – nombre de fois où une PCS donnée a été soulevée devant le Comité.....	20
3.4 Rapport entre les notifications et les PCS.....	21
4 DIFFÉRENDS CONCERNANT DES DISPOSITIONS DE L'ACCORD OTC	23
5 ACTIVITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE MENÉES PAR LE SECRÉTARIAT	23
ANNEXES.....	25
A. Notifications présentées par Membre, 1995-2016.....	25
B. Résumé des PCS soulevées en 2016	28
C. Aperçu des nouvelles PCS soulevées en 2016	33
D. Aperçu des organismes à activité normative qui ont accepté le Code de pratique	37
E. Communications concernant la mise en œuvre et l'administration de l'Accord au titre de l'article 15.2.....	47

1 RÉSUMÉ ANALYTIQUE

1.1. En 2016, le Comité:

- a. a supervisé le lancement de "**ePing**", un nouveau système d'alerte pour les notifications SPS et OTC élaboré en coopération avec l'ITC et le DAES de l'ONU (paragraphe 5.3);



<http://www.epingalert.org/>

- b. a établi un record en matière de **transparence**: au total, 2 336 notifications ont été présentées par 79 Membres en 2016, soit le plus grand nombre de notifications présentées au cours d'une année dans l'histoire du Comité. La plupart des notifications (76%) ont été présentées par les pays en développement Membres et les pays les moins avancés Membres (section 3.1);
- c. a examiné 173 **préoccupations commerciales spécifiques** (PCS), un nombre record (section 3.3).² Parmi celles-ci, le Comité a examiné sa 500^{ème} PCS. Le 9 mars 2016, le Directeur général Roberto Azevêdo a déclaré ce qui suit:

Aujourd'hui, les Membres de l'OMC ont examiné la 500^{ème} préoccupation commerciale spécifique. Ces travaux semblent techniques mais en fait ils se rapportent à toutes sortes de questions concrètes qui nous intéressent tous – de l'utilisation des produits chimiques dans les jouets jusqu'à la teneur en sucre, en sel et en graisse de nos aliments. L'OMC offre aux Membres un cadre où ils peuvent soulever ces préoccupations et y répondre, évitant ainsi qu'elles ne dégénèrent en différends. C'est ce travail quotidien invisible mais essentiel qui permet de maintenir les flux commerciaux – et seule l'OMC permet de le mener à bien.³

- d. a tenu sept **séances thématiques** et a lancé un nouveau domaine de travail sur la coopération entre les Membres en matière de réglementation, y compris des discussions sur l'efficacité énergétique et l'étiquetage des produits alimentaires (étiquetage nutritionnel) (paragraphe 2.1);
- e. a tenu sa **huitième réunion extraordinaire** sur les procédures d'échange de renseignements (paragraphe 21.1.e);
- f. a été informé des activités d'**assistance technique** menées par le Secrétariat de l'OMC. Au total, 37 activités d'assistance technique liées aux OTC ont été réalisées sous diverses formes en 2016, dont 15 ont porté en particulier sur l'Accord OTC (section 5);
- g. a été informé du lancement d'un nouveau **système d'information sur les normes** OMC-ISO, qui fournit des renseignements sur les organismes à activité normative qui ont accepté le Code de pratique et, s'ils sont disponibles, leurs programmes de travail (paragraphe 3.14); et
- h. a accordé le **statut d'observateur ad hoc** à l'Organisation régionale des normes et de la qualité de la CARICOM (CROSQ).⁴

1.2. Mme Esther Peh (Singapour) a été élue à la présidence par le Comité pour 2016 et trois réunions ordinaires ont été tenues les 9-10 mars⁵, 15-16 juin⁶ et 9-10 novembre.⁷ Outre l'examen

² Une nouvelle méthode de calcul a été utilisée dans le présent rapport, voir le paragraphe 3.19.

³ https://www.wto.org/french/news_f/news16_f/tbt_11mar16_f.htm.

⁴ G/TBT/M/69, paragraphe 5.5.

⁵ G/TBT/M/68.

des mesures (voir la section 3 ci-dessous), sept séances thématiques ont été organisées durant ces réunions. Des représentants du Groupe ACP, de l'ARSO, du BIPM, de la CEE-ONU, de la CEI, du Codex Alimentarius, de la CROSQ, de l'ISO, de l'OCDE, de l'OIML et de l'OMS ont informé le Comité de leurs activités en rapport avec ses travaux, y compris en matière d'assistance technique.

2 ÉCHANGE DE DONNÉES D'EXPÉRIENCE

2.1. En 2016, les échanges de données d'expérience des Membres ont essentiellement eu lieu lors de sept séances thématiques:

- a. **Bonnes pratiques réglementaires.** La séance thématique sur les bonnes pratiques réglementaires visait notamment à examiner: i) la mesure dans laquelle les évaluations de l'impact réglementaire (EIR) pouvaient faciliter la mise en œuvre de l'Accord OTC, étant donné les contraintes auxquelles les pays en développement faisaient face pour effectuer les EIR; et ii) la manière dont l'incidence sur le commerce et les obligations au titre de l'Accord OTC pouvaient être prises en compte dans l'élaboration des EIR. Un rapport résumé figure dans le document G/TBT/GEN/191.
- b. **Coopération entre les Membres dans le domaine de la réglementation.** Deux séances thématiques ont eu lieu sur ce sujet, l'une consacrée à l'efficacité énergétique et l'autre à l'étiquetage des produits alimentaires (étiquetage nutritionnel):
 - i. La séance sur *l'efficacité énergétique* a porté entre autres sur l'utilisation des normes par les organismes de réglementation pour promouvoir l'efficacité énergétique des produits, ainsi que sur les approches suivies pour faciliter l'acceptation des résultats de l'évaluation de la conformité de ces produits. Un rapport résumé figure dans le document G/TBT/GEN/198.⁸
 - ii. La séance sur *l'étiquetage des produits alimentaires (étiquetage nutritionnel)* a porté, entre autres, sur les objectifs de santé au niveau mondial, les normes internationales en matière d'étiquetage des produits alimentaires et les approches régionales et nationales en matière d'étiquetage des produits alimentaires. Un rapport résumé figure dans le document G/TBT/GEN/205.⁹
- c. **Procédures d'évaluation de la conformité.** La séance thématique sur les procédures d'évaluation de la conformité portait principalement sur l'évolution des systèmes internationaux et régionaux, et des accords commerciaux régionaux (ACR), dans le contexte de la reconnaissance et de l'acceptation des résultats de l'évaluation de la conformité. Un rapport résumé figure dans le document G/TBT/GEN/190.
- d. **Normes.** Cette séance thématique a porté sur la référence aux normes dans la réglementation. Un rapport résumé figure dans le document G/TBT/GEN/199.¹⁰
- e. **Transparence.** Le Comité a tenu sa huitième réunion extraordinaire sur les procédures d'échange de renseignements. Elle a porté principalement sur l'utilisation des outils en ligne, le fonctionnement des points d'information et la transparence en matière de normalisation. Un rapport résumé détaillé figure en annexe au compte rendu de la réunion de novembre du Comité (G/TBT/M/70).¹¹

⁶ G/TBT/M/69.

⁷ G/TBT/M/70.

⁸ Des présentations et des fichiers audio sont disponibles à l'adresse suivante:
https://www.wto.org/french/tratop_f/tbt_f/tbtcomjune16_f.htm.

⁹ Des présentations et des fichiers audio sont disponibles à l'adresse suivante:
https://www.wto.org/french/tratop_f/tbt_f/tbtcomjune16_f.htm.

¹⁰ Des présentations et des fichiers audio sont disponibles à l'adresse suivante:
https://www.wto.org/french/tratop_f/tbt_f/tbtnov16_f.htm.

¹¹ Des présentations et des fichiers audio sont disponibles à l'adresse suivante:
https://www.wto.org/french/tratop_f/tbt_f/tbt_8ssmeetpie_f.htm.

- f. **Assistance technique.** La séance thématique consacrée à l'assistance technique a fait ressortir, entre autres, la nécessité, à la fois pour les fournisseurs et pour les bénéficiaires de l'assistance technique, d'être clairs quant aux besoins exacts auxquels devaient répondre les activités de renforcement des capacités. Elle a fourni des exemples de manières de mesurer les besoins et les résultats. Un rapport résumé figure dans le document G/TBT/GEN/204.

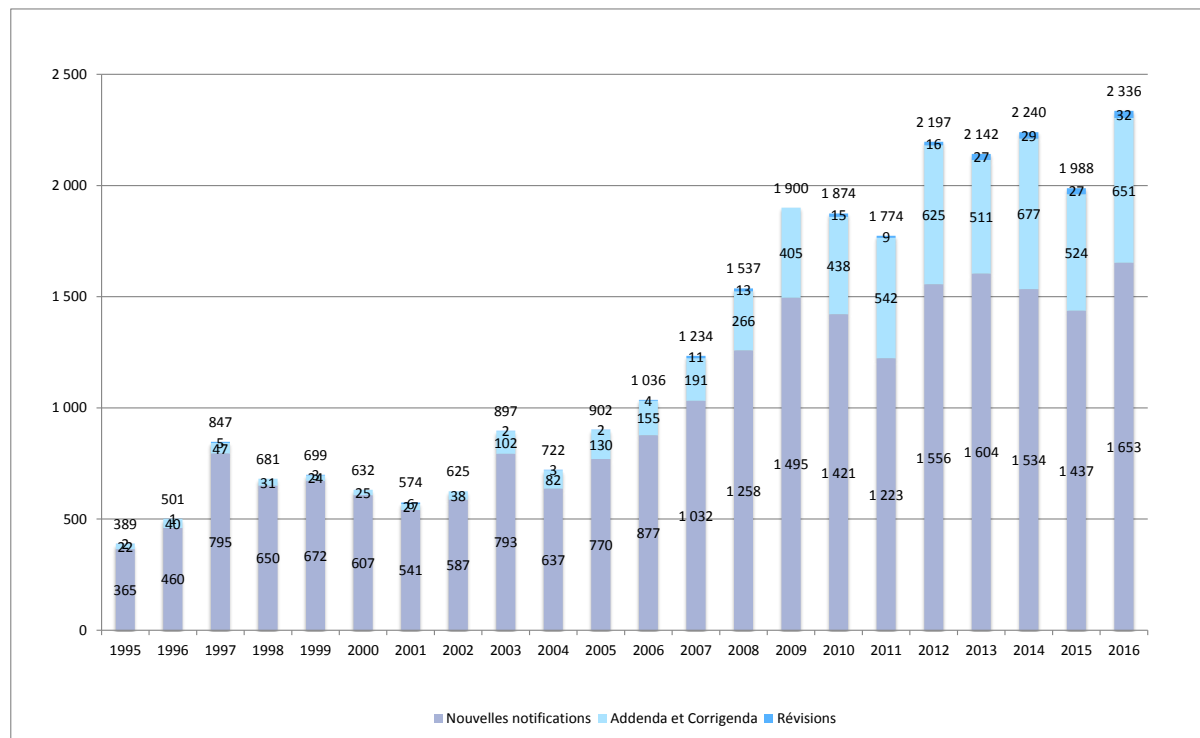
3 EXAMEN DES MESURES OTC¹²

3.1 Notifications des règlements techniques et procédures d'évaluation de la conformité

3.1.1 Tendances en matière de nouvelles notifications et de suivi (addenda, corrigenda, révision)

3.1. Le Comité OTC a enregistré en 2016 un nombre record de notifications présentées en une année (2 336). Ce total comprend 1 653 nouvelles notifications de règlements techniques et de procédures d'évaluation de la conformité, 651 addenda ou corrigenda aux notifications existantes et 32 révisions (figure 1).¹³ La participation au processus de notification a été large en 2016 puisque 79 Membres ont présenté au moins une notification au cours de l'année. Le nombre total de notifications a augmenté de 17,5% par rapport à 2015 et de 4% par rapport au précédent record enregistré en 2014, dans le prolongement du mouvement à la hausse enregistré depuis 2012. Entre l'entrée en vigueur de l'Accord et le 31 décembre 2016, 134 Membres ont présenté 27 726 notifications (voir l'Annexe A).

Figure 1: Nombre total de notifications, 1995-2016



3.2. Au cours des 15 dernières années, le nombre de nouvelles notifications a triplé, principalement sous l'effet de l'augmentation des notifications présentées par les pays en développement Membres (figure 6). L'utilisation d'addenda et de corrigenda a aussi

¹² Les données utilisées dans les figures de la présente section sont tirées du système TBT IMS <http://tbtdms.wto.org/>. On trouvera de plus amples précisions dans l'annexe A. Des renseignements supplémentaires sur les notifications OTC, les PCS et les autres documents liés aux OTC peuvent être obtenus par le biais du système TBT IMS.

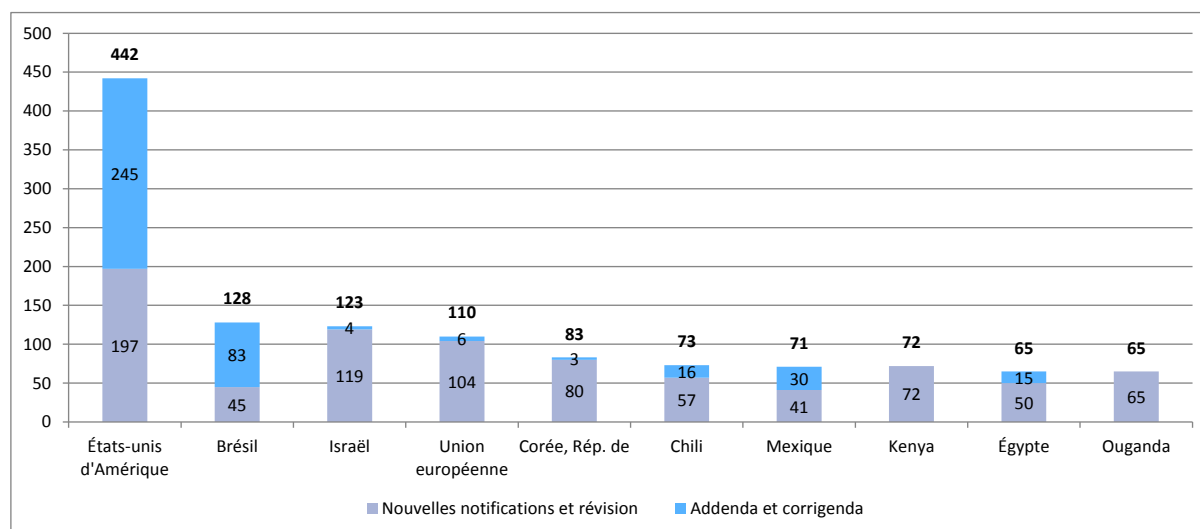
¹³ Le présent document utilise la terminologie adoptée par le Comité OTC dans sa recommandation sur l'"Utilisation cohérente des modes de présentation des notifications" (document G/TBT/35 daté du 18 juin 2014).

considérablement progressé et plus de 500 addenda et corrigenda ont été notifiés chaque année depuis 2011. Les Membres qui ont présenté le plus d'addenda et de corrigenda entre 1995 et 2016 sont les États-Unis (1 465), le Brésil (623) l'Équateur (585), le Mexique (366) et la Colombie (351). Le nombre de révisions présentées est relativement faible mais il a lui aussi augmenté au fil des années; depuis 2012, l'OMC a reçu environ 28 révisions par an (figure 1). Les Membres qui ont notifié le plus de révisions depuis 1995 sont la Chine (39), le Brésil (21), la Thaïlande (17), le Canada (16) et l'Afrique du Sud (16).

3.1.2 Notifications présentées, par Membre

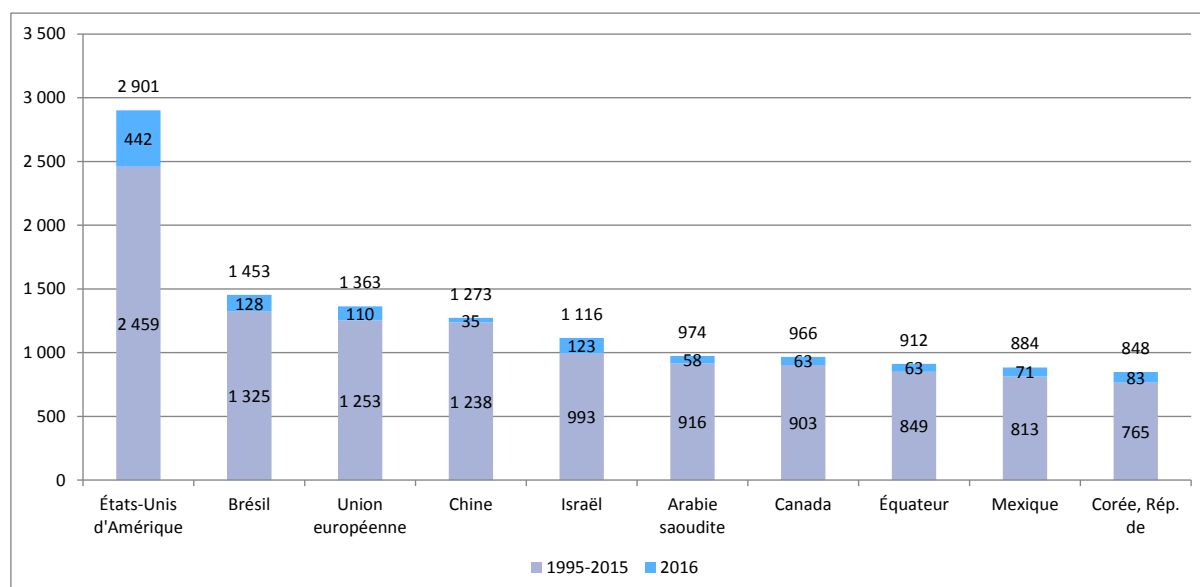
3.3. Les États-Unis, le Brésil, Israël, l'UE, la Corée, le Chili, le Mexique, le Kenya, l'Égypte et l'Ouganda sont les Membres qui ont présenté le plus de notifications OTC en 2016 (figure 2).

Figure 2: Les dix Membres ayant présenté le plus de notifications en 2016



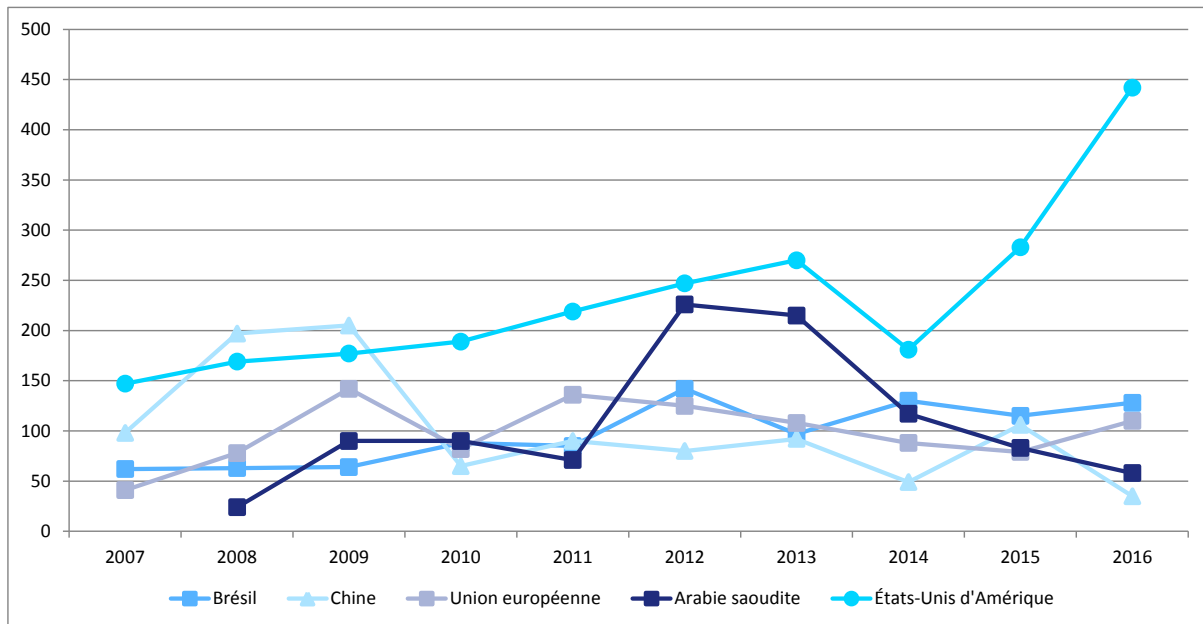
3.4. Parmi ces Membres, plusieurs ne figurent pas parmi les Membres qui ont présenté le plus de notifications pendant la période 1995-2016 (figure 3), à savoir le Chili, le Kenya, l'Égypte et l'Ouganda.

Figure 3: Les dix Membres ayant présenté le plus de notifications (nouvelles notifications, addenda et corrigenda, et révisions), 1995-2015 et 2016



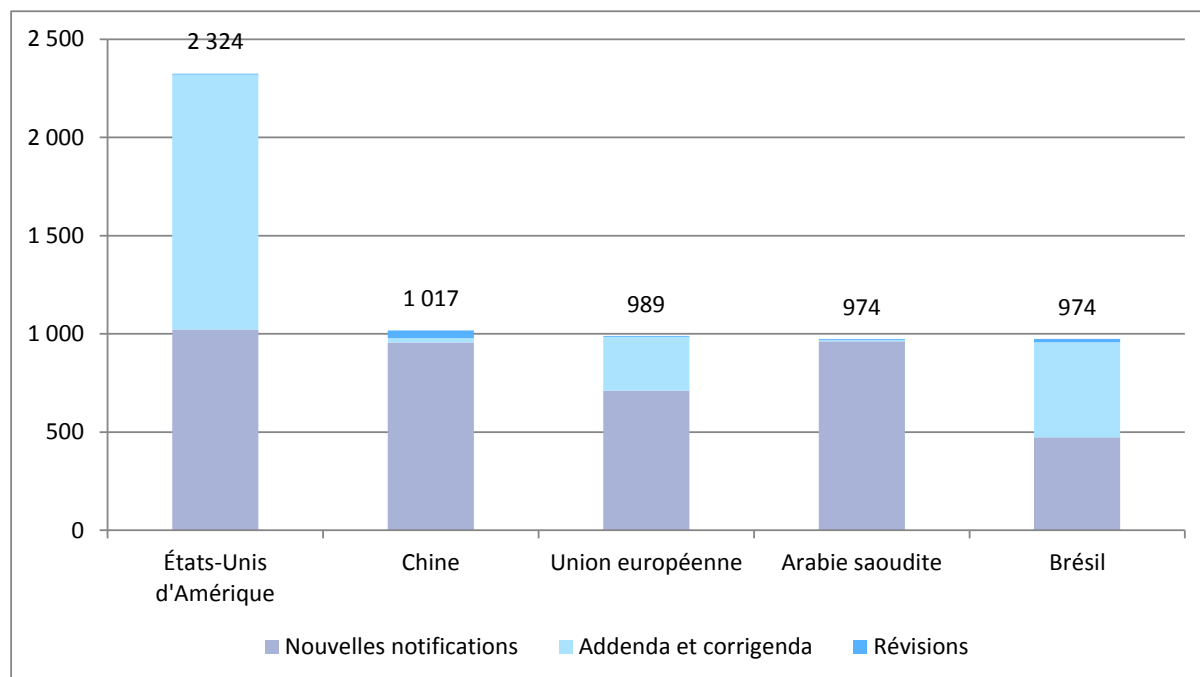
3.5. La figure 4, qui se penche plus en détail sur les cinq Membres ayant présenté le plus de notifications au cours des dix dernières années (2007-2016), montre que le nombre de notifications présentées a assez peu varié. On peut citer comme exceptions la nette augmentation du nombre de notifications présentées par les États-Unis enregistrée entre 2014 et 2016 et les pics de présentations de notifications atteints par la Chine et l'Arabie saoudite en 2008-2009 et 2012-2013, respectivement.

Figure 4: Notifications présentées par le Brésil, la Chine, l'UE, l'Arabie saoudite et les États-Unis, tous types confondus, 2007-2016



3.6. Les modes de présentation utilisés par ces cinq Membres varient d'un Membre à l'autre (figure 5). Les États-Unis et le Brésil ont présenté davantage d'addenda et corrigenda que de nouvelles notifications, tandis que la Chine et l'Arabie saoudite ont peu eu recours à ces modes de présentation. Comme indiqué plus haut, les révisions sont très rarement utilisées.

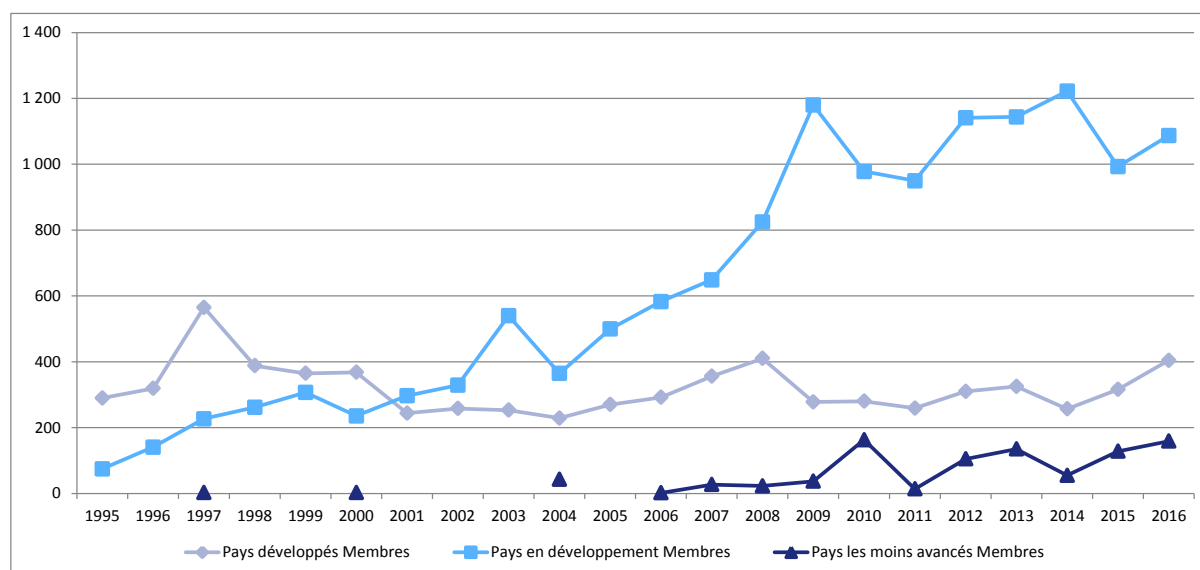
Figure 5: Type de notifications par Membre (cinq Membres ayant présenté le plus de notifications), 2007-2016



3.1.3 Notifications par niveau de développement et par région

3.7. L'augmentation du nombre de nouvelles notifications enregistrée depuis 2005 (voir la figure 1) s'explique en grande partie par une progression très nette du nombre de notifications présentées par les pays en développement Membres (figure 6). En 2016, la plupart des notifications (66%) ont encore été présentées par des pays en développement Membres (90). Les pays les moins avancés Membres (36) étaient à l'origine de 10% des nouvelles notifications en 2016¹⁴, tandis que la part des Membres développés (38) était de 24%.

Figure 6: Nouvelles notifications par niveau de développement, 1995-2016



¹⁴ Les cinq pays les moins avancés Membres ayant présenté le plus de nouvelles notifications entre 1995 et 2016 sont l'Ouganda (597), la Zambie (89), le Yémen (62), le Rwanda (49) et la Tanzanie (44).

3.8. Les pays du Moyen-Orient Membres de l'OMC ont contribué à environ un quart des nouvelles notifications en 2016, soit le chiffre le plus élevé de tous les groupes régionaux. Ils étaient suivis par les pays d'Afrique Membres (18%), puis par les pays d'Asie et d'Amérique du Nord Membres (16% chacun). Les principales évolutions par rapport à 2015 étaient l'augmentation des notifications présentées par les pays du Moyen-Orient et d'Amérique du Nord Membres et la baisse des notifications présentées par les pays d'Asie Membres (figures 7 et 8).

Figure 7: Répartition des nouvelles notifications par région, 2016

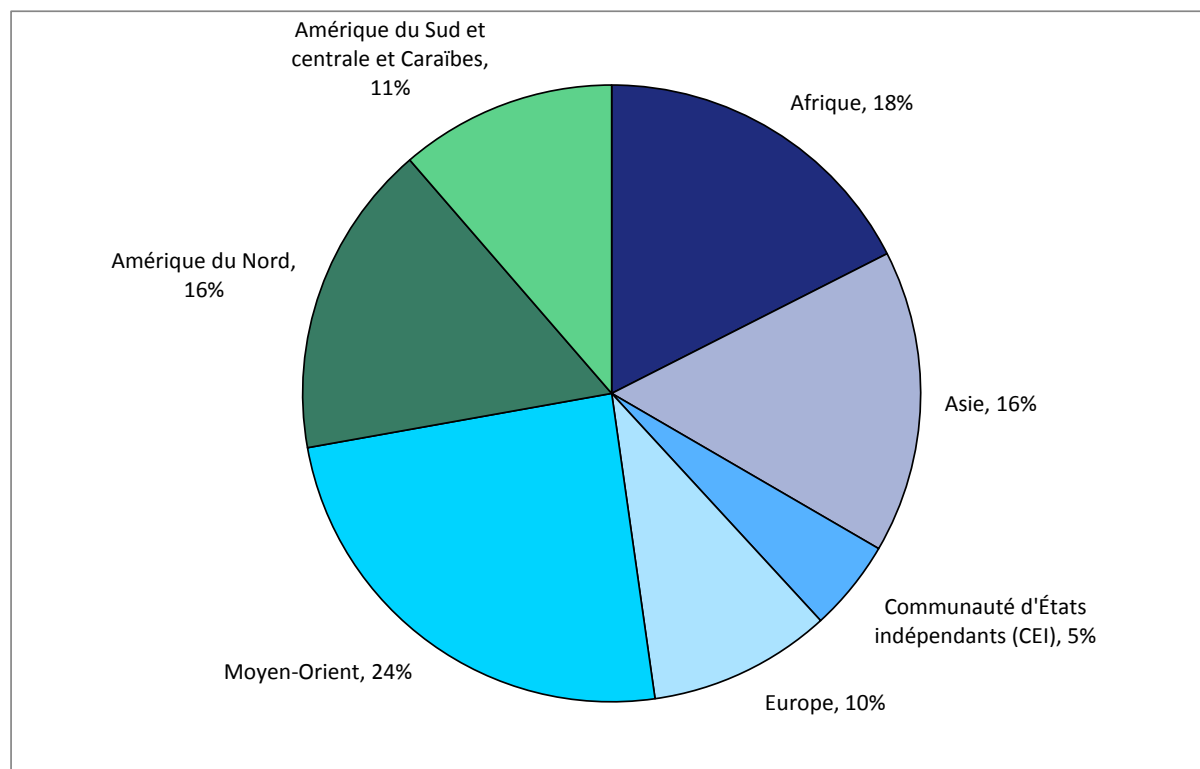
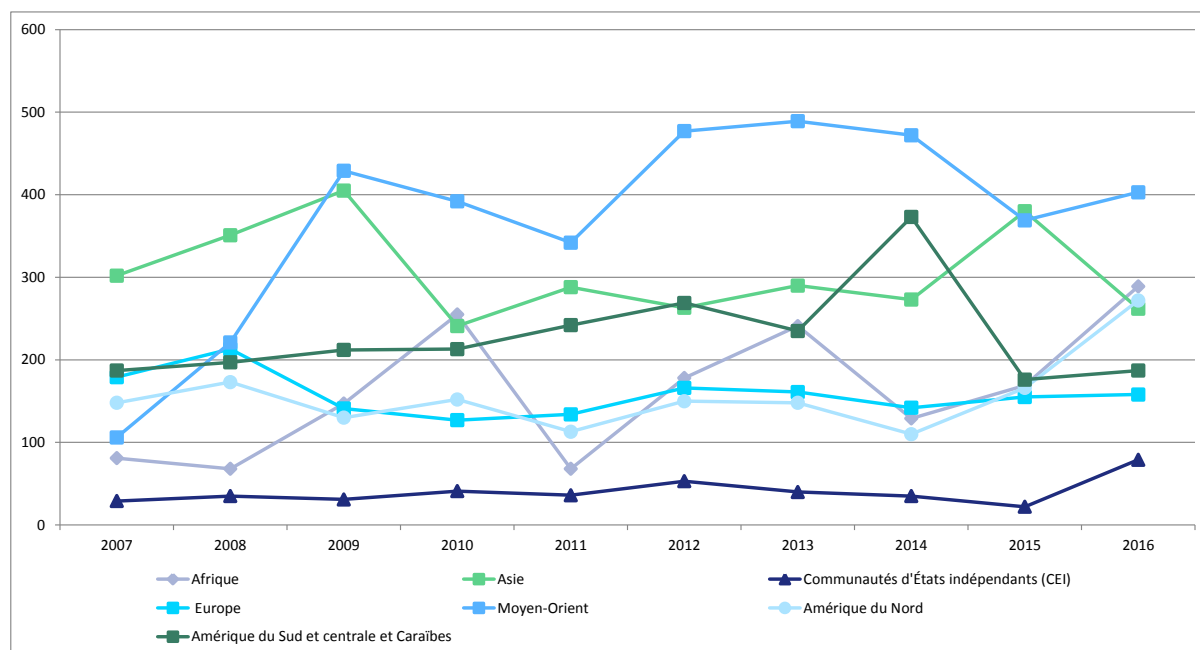


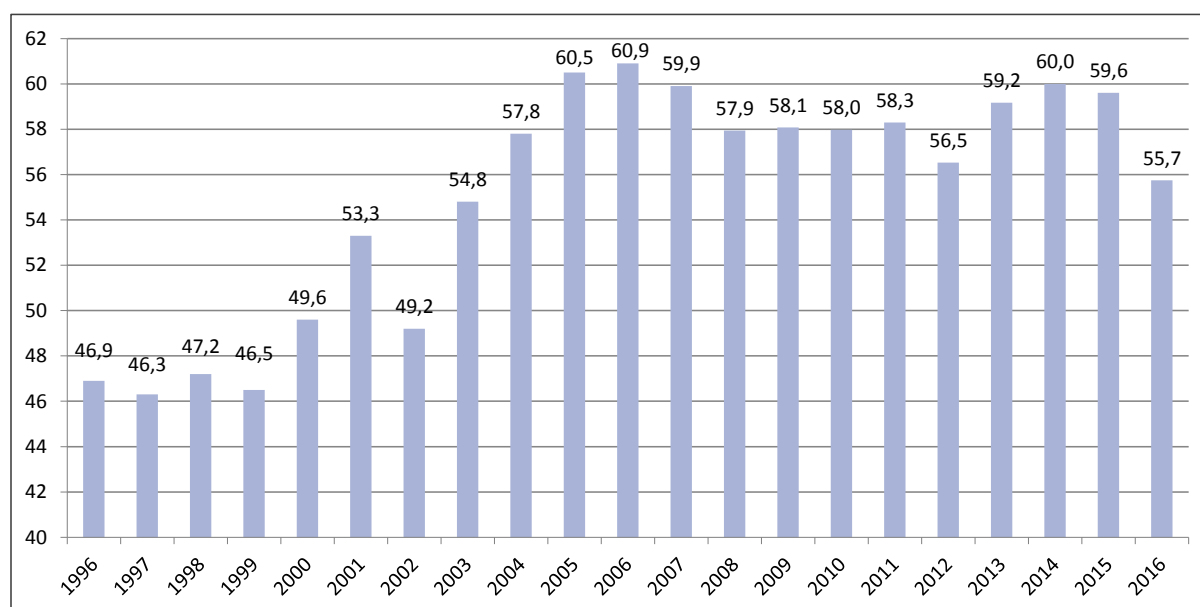
Figure 8: Nombre de nouvelles notifications par région, 2007-2016



3.1.4 Délai prévu dans les notifications pour la présentation des observations

3.9. Le Comité est convenu que les Membres prévoient un délai normal de 60 jours pour la présentation des observations concernant les règlements techniques et les procédures d'évaluation de la conformité notifiés. Tout Membre qui est en mesure d'accorder un délai supérieur à 60 jours est encouragé à le faire et devrait l'indiquer dans sa notification.¹⁵ En 2016, le délai moyen accordé par les Membres pour la présentation des observations concernant des nouvelles notifications et des révisions a été de 55,7 jours (parmi les 1 534 notifications dans lesquelles un délai était précisé – figure 9).¹⁶ Cela représente une baisse importante par rapport à 2015, où la moyenne était de 59,6 jours. Le délai moyen accordé pour la présentation des observations en 2016 était le plus bas de la dernière décennie. Dans 145 nouvelles notifications et révisions présentées l'année passée, le délai n'était pas précisé, était échu ou était indiqué comme non applicable.

Figure 9: Nombre moyen de jours accordés pour la présentation des observations, 1996-2016



3.1.5 Présentation en ligne des notifications

3.10. En 2016, 69% des notifications OTC ont été présentées via le système de présentation des notifications OTC (TBT NSS), par les 35 Membres indiqués ci-dessous (tableau 1). Cela représente une augmentation importante du nombre de notifications présentées en ligne, puisque la part des notifications présentées par le biais du TBT NSS s'était élevée à 35% en 2014 et à 52% en 2015. Depuis le lancement de ce système à la fin de 2013, 39 Membres continuent de l'utiliser sur les 134 Membres qui ont déjà présenté au moins une notification.¹⁷

¹⁵ G/TBT/1/Rev.13, section 5.3.1.8, page 27.

¹⁶ Cette figure porte seulement sur les notifications dans lesquelles était précisé un délai pour la présentation des observations. Elle ne prend pas en compte les notifications dans lesquelles le délai n'était pas précisé, était indiqué comme non applicable ou était échu au moment de la distribution (autrement dit, le délai pour la présentation des observations indiqué dans la notification était fixé à une date antérieure à la date de distribution de la notification).

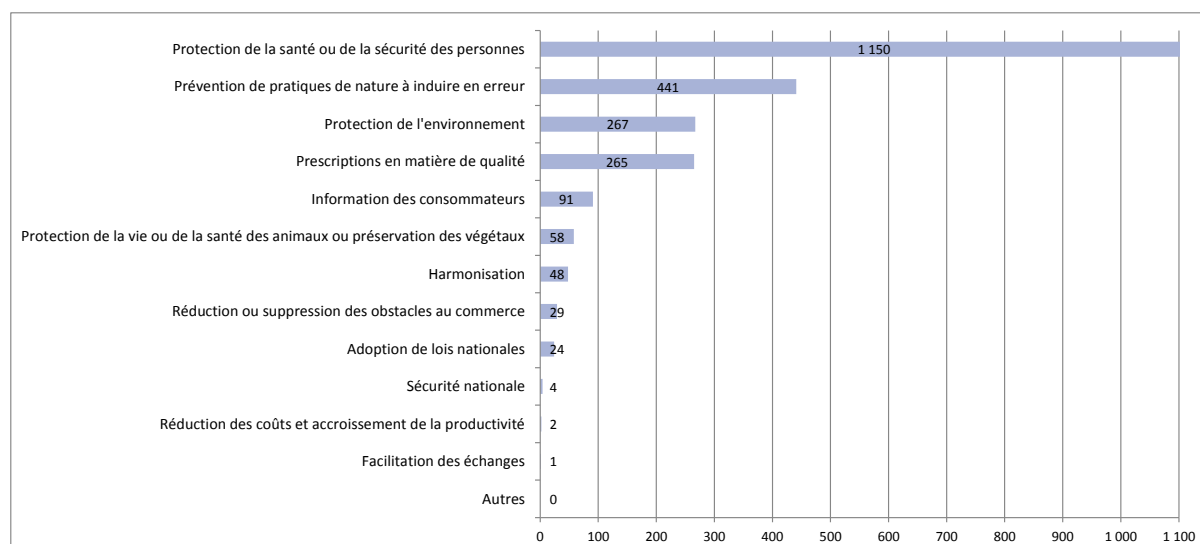
¹⁷ Pour avoir accès au TBT NSS, veuillez envoyer un courrier électronique à l'adresse suivante: tbtnss@wto.org.

Tableau 1: Liste des Membres qui ont utilisé le TBT NSS en 2016

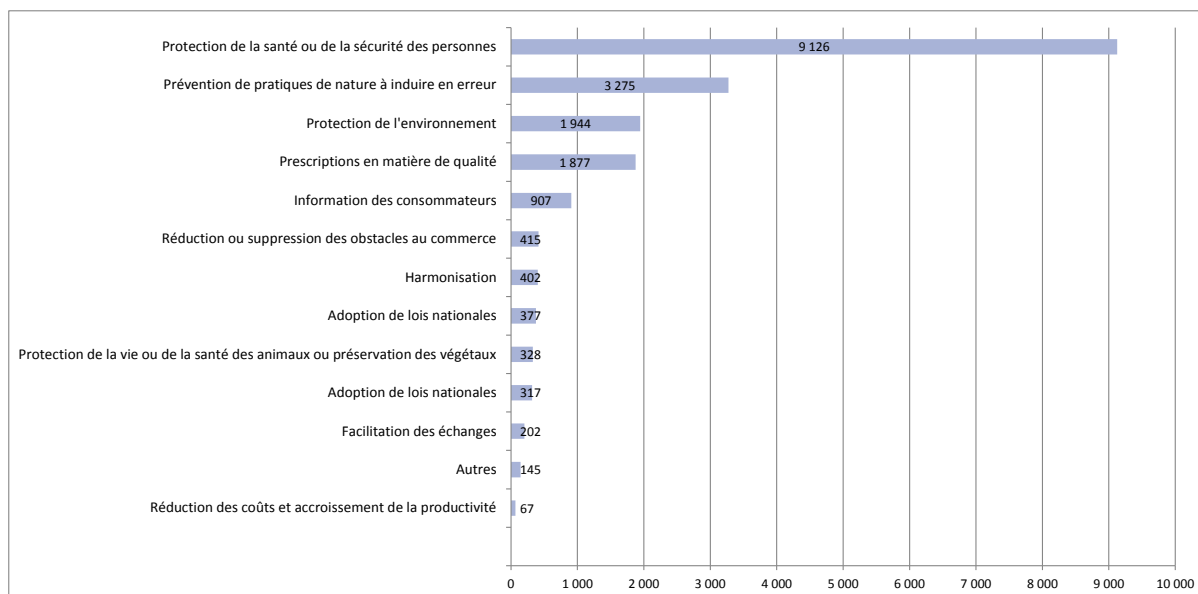
Afrique du Sud	Chili	Indonésie	Ouganda	Taipei chinois
Allemagne	Chine	Irlande	République kirghize	Thaïlande
Australie	Corée, République de	Israël	République tchèque	Turquie
Bolivie	Danemark	Japon	Rwanda	UE
Botswana	Émirats arabes unis	Kenya	Sénégal	Ukraine
Brésil	États-Unis	Lituanie	Seychelles	Viet Nam
Canada	Inde	Malaisie	Suède	Zambie

3.1.6 Objectifs déclarés des notifications

3.11. La "protection de la santé ou de la sécurité des personnes" était de loin le principal objectif déclaré dans les nouvelles notifications présentées en 2016 (figure 10), suivi par la "prévention de pratiques de nature à induire en erreur", la "protection de l'environnement" et les "prescriptions en matière de qualité". Ces cinq principaux objectifs sont identiques à ceux qui ont été les plus cités pendant la période 1995-2016 (figure 11).¹⁸

Figure 10: Notifications par objectif, 2016

¹⁸ Objectifs tels qu'indiqués par les Membres au point 7 du nouveau formulaire de notification (voir G/TBT/1/Rev.13, pages 58 à 61). Une notification peut mentionner plusieurs objectifs.

Figure 11: Notifications par objectif, 1995-2016

3.2 Autres notifications OTC

3.2.1 Notifications au titre de l'article 10.7

3.12. Quatre accords ont été notifiés au titre de l'article 10.7 en 2016, tous conclus entre le Brésil et d'autres Membres.¹⁹ Depuis 1995, 140 accords, 4 révisions et 4 corrigenda ont été notifiés au titre de l'article 10.7.

3.2.2 Notifications au titre de l'article 15.2

3.13. En 2016, huit notifications ont été présentées au titre de l'article 15.2 de l'Accord OTC concernant des mesures existantes ou prises en vue d'assurer la mise en œuvre et l'administration de l'Accord. Cinq Membres ont présenté, pour la première fois, une notification au titre de l'article 15.2: le Brunéi Darussalam, le Burundi, le Kazakhstan, le Vanuatu et le Yémen. Trois Membres ont révisé des notifications qu'ils avaient présentées précédemment: l'Afrique du Sud, le Japon et l'Ukraine.²⁰

3.2.3 Notifications au titre du Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes (le "Code")

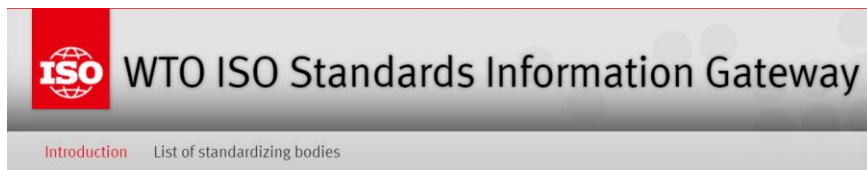
3.14. Dans le cadre de la coopération entre l'OMC et l'ISO sur les notifications au titre du Code de pratique, un nouveau système d'information sur les normes OMC-ISO a été lancé en 2016.²¹ Il donne des renseignements sur les organismes à activité normative qui ont accepté le Code de pratique et, s'ils sont connus, leurs programmes de travail. Les formes d'acceptation et de

¹⁹ En 2016, quatre notifications ont été présentées au titre de l'article 10.7: la notification G/TBT/10.7/N/129 porte sur un accord entre le Brésil, le Canada et les États-Unis; la notification G/TBT/10.7/N/130 porte sur un accord entre le Brésil et l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie; la notification G/TBT/10.7/N/131 porte sur un accord entre l'Argentine, le Brésil, le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, Cuba, El Salvador, l'Équateur, les États-Unis, le Guatemala, la Jamaïque, le Mexique, le Nicaragua, le Paraguay et le Pérou; et la notification G/TBT/10.7/N/132 porte sur un accord entre l'Argentine, le Brésil, le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, Cuba, El Salvador, l'Équateur, les États-Unis, le Guatemala, la Jamaïque, le Mexique, le Nicaragua, le Paraguay et le Pérou.

²⁰ La liste actualisée des communications présentées au titre de l'article 15.2 figure dans l'onglet "reports" du système TBT IMS (<http://tbtime.wto.org/fr/>). Ces renseignements figuraient auparavant dans les documents de la série G/TBT/2/GEN/-. La liste est également reproduite dans l'annexe E.

²¹ <https://tbcode.iso.org/sites/wto-tbt/home.html>.

dénonciation du Code de pratique, ainsi que le mode de notification des programmes de travail, figurent aussi dans le système d'information.



<https://tbtcode.iso.org/sites/wto-tbt/home.html>

3.15. En 2016, trois organismes à activité normative ont notifié leur acceptation du Code de pratique: l'Agence nationale de normalisation de l'Afghanistan, l'Institut de normalisation du Cambodge et le Bureau haïtien de normalisation. Aucune dénonciation n'a été notifiée en 2016. S'agissant des programmes de travail, 12 notifications relatives aux programmes de travail ont été présentées en 2016, dont 10 contenaient un lien vers le site Web de l'organisme, un lien direct vers le programme de travail ou une version électronique du programme de travail.

3.16. Entre 1995 et 2016, 178 organismes à activité normative de 138 Membres ou observateurs ont accepté le Code de pratique. En outre, un organisme à activité normative régional a accepté le Code de pratique, à savoir l'Organisation africaine de normalisation.²² Quatorze organismes à activité normative ont dénoncé le Code de pratique depuis 1995.

3.3 Préoccupations commerciales spécifiques

3.17. Le Comité OTC est pour les Membres une enceinte où ils examinent les questions commerciales liées aux règlements techniques, aux procédures d'évaluation de la conformité et aux normes élaborées, adoptées et appliquées par d'autres Membres. Ces questions sont dénommées "préoccupations commerciales spécifiques" (PCS) et elles se rapportent soit à des mesures proposées, soit à des mesures actuellement en vigueur. Les Membres ont par conséquent la possibilité de procéder à un examen des PCS dans un contexte multilatéral, de demander de nouvelles informations et précisions et de rechercher des solutions mutuellement acceptables.

3.3.1 Tendances en matière de PCS

3.18. En 2016, les Membres ont examiné un nombre record de 173 PCS. Le nombre de nouvelles préoccupations, en revanche, est tombé à 31, soit 6 de moins qu'en 2015 (figure 12). Cela s'inscrit dans une nouvelle tendance de baisse du nombre de nouvelles préoccupations soulevées au sein du Comité: en 2015, le nombre de nouvelles préoccupations commerciales avait ainsi baissé de 21% par rapport à 2014. En revanche, le nombre d'examen de PCS soulevées précédemment a continué d'augmenter et fait plus que compenser la baisse du nombre de nouvelles préoccupations. En 2016, les Membres ont examiné 142 préoccupations soulevées précédemment dans le cadre de réunions du Comité OTC²³ (contre 124 en 2015 et 100 en 2014).²⁴

3.19. Une nouvelle méthode de calcul a été appliquée lors de l'examen annuel de cette année en ce qui concerne la catégorie des "PCS soulevées précédemment". Dans les rapports antérieurs, une PCS soulevée au Comité au cours d'une année donnée n'était incluse qu'une seule fois dans les statistiques, en tant que nouvelle PCS ou PCS soulevée précédemment, quel que soit le nombre de fois où la PCS avait été soulevée au cours de cette année. Une PCS soulevée pour la première fois en juin puis une nouvelle fois en novembre, par exemple, était incluse en tant que nouvelle PCS, mais pas en tant que PCS soulevée précédemment. Cette méthode sous-évaluait le nombre de PCS soulevées précédemment. Dans le présent examen, une PCS est comptabilisée à chaque fois qu'elle est soulevée à une réunion du Comité OTC. Si elle est soulevée pour la première fois, elle est comptabilisée comme une nouvelle PCS. Si elle est de nouveau soulevée, elle est

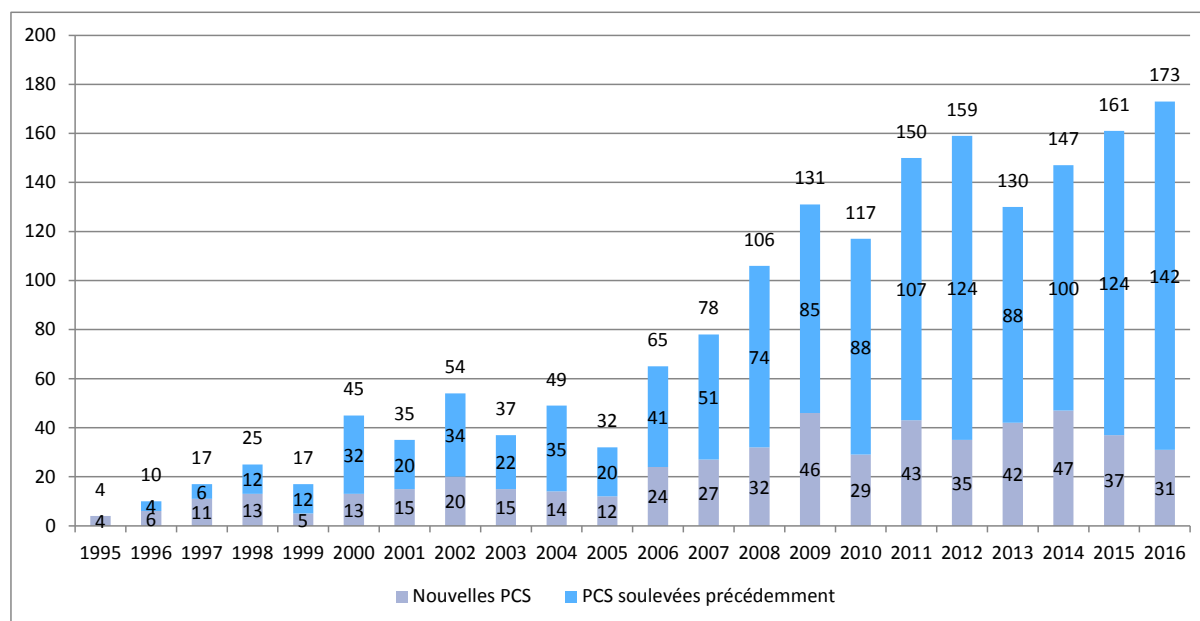
²² Une liste des organismes à activité normative qui ont accepté le Code et ne l'ont pas dénoncé figure dans l'Annexe D.

²³ Chaque fois qu'une PCS est soulevée au Comité, elle est comptabilisée, qu'elle ait été ou non déjà soulevée au cours de la même année civile en tant que nouvelle PCS ou PCS soulevée précédemment.

²⁴ Un résumé des PCS soulevées au Comité en 2016 figure en Annexe B. L'annexe C présente un résumé plus détaillé des nouvelles PCS soulevées en 2016.

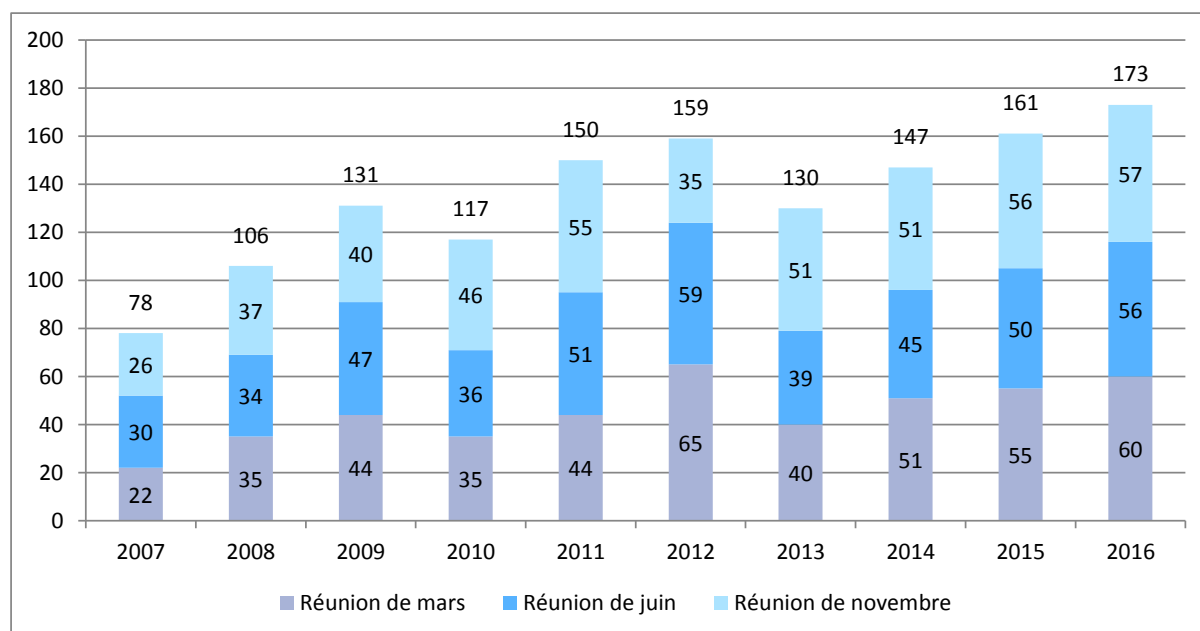
comptabilisée comme une PCS soulevée précédemment. Cela permet de mieux rendre compte du nombre de préoccupations effectivement examinées par le Comité au cours d'une année donnée.

Figure 12: PCS soulevées, 1995-2016



3.20. La figure 13 montre le nombre de PCS examinées par réunion du Comité OTC, qui est élevé et en augmentation. En 2016, 60 PCS ont été examinées à la réunion de mars, 56 à la réunion de juin et 57 à la réunion de novembre. Ainsi, 173 PCS ont été examinées par le Comité en 2016, contre 78 en 2007, ce qui illustre l'augmentation continue de la charge de travail du Comité OTC.

Figure 13: PCS soulevées par réunion du Comité, 2007-2016

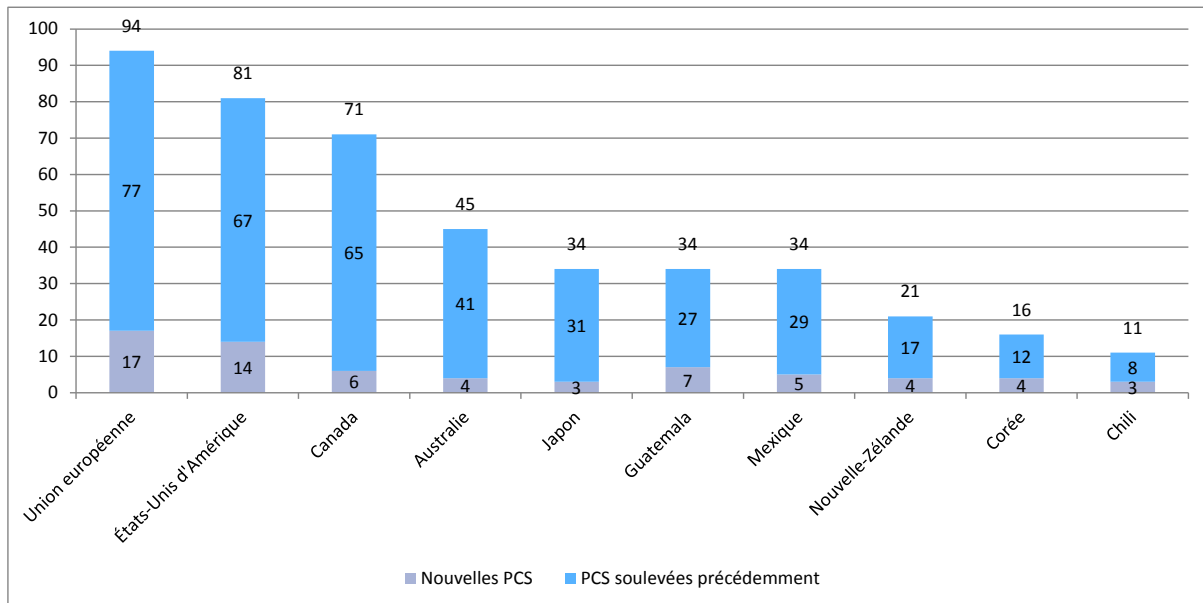


3.3.2 PCS par Membre

3.21. Comme en 2015, les Membres qui ont soulevé le plus de PCS au Comité étaient l'UE, les États-Unis et le Canada, suivis par l'Australie, le Japon, le Guatemala, le Mexique, la

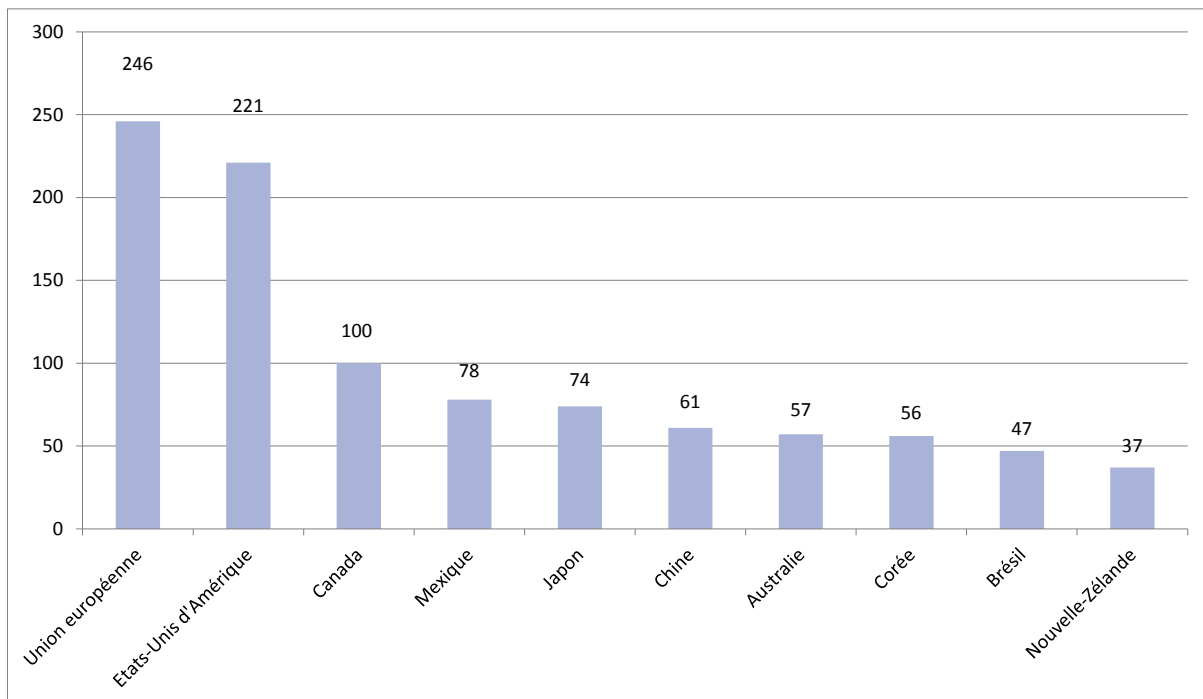
Nouvelle-Zélande, la Corée et le Chili (figure 14). Il s'agissait dans une large mesure de PCS soulevées précédemment.²⁵

Figure 14: Membres qui ont soulevé le plus de PCS, 2016



3.22. La figure 15 indique les Membres qui ont soulevé le plus de nouvelles PCS pendant la période 1995-2016 et fait ressortir une tendance semblable, l'UE et les États-Unis étant largement en tête (plus de 200 nouvelles PCS chacun). Le Canada (100), le Mexique (78), le Japon (74), la Chine (61), l'Australie (57), la Corée (56), le Brésil (47) et la Nouvelle-Zélande (37) complètent le classement des 10 Membres qui ont soulevé le plus de nouvelles PCS.

Figure 15: Membres qui ont soulevé le plus de nouvelles PCS, 1995-2016

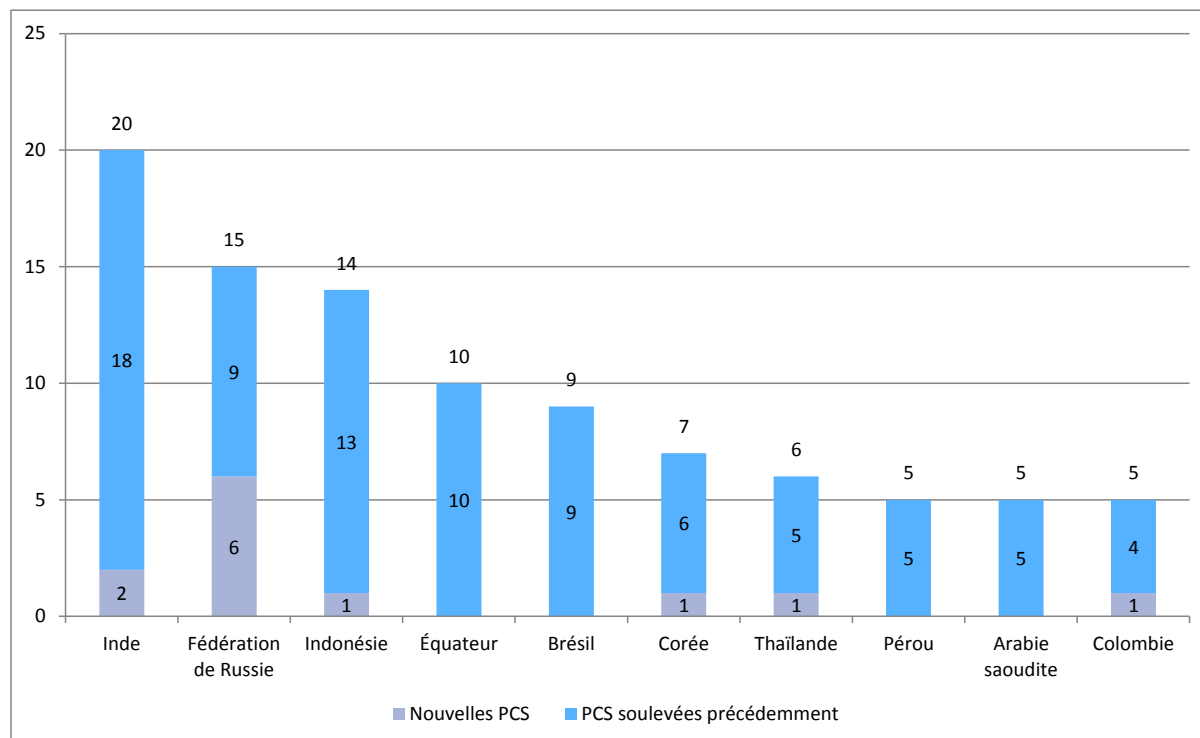


²⁵ Une même PCS (nouvelle ou soulevée précédemment) peut être soulevée par plus d'un Membre. Les Membres peuvent soulever la même PCS à plus d'une reprise au cours de la même année; elle est comptabilisée à chaque fois qu'elle est soulevée.

3.3.3 Membres visés par les PCS

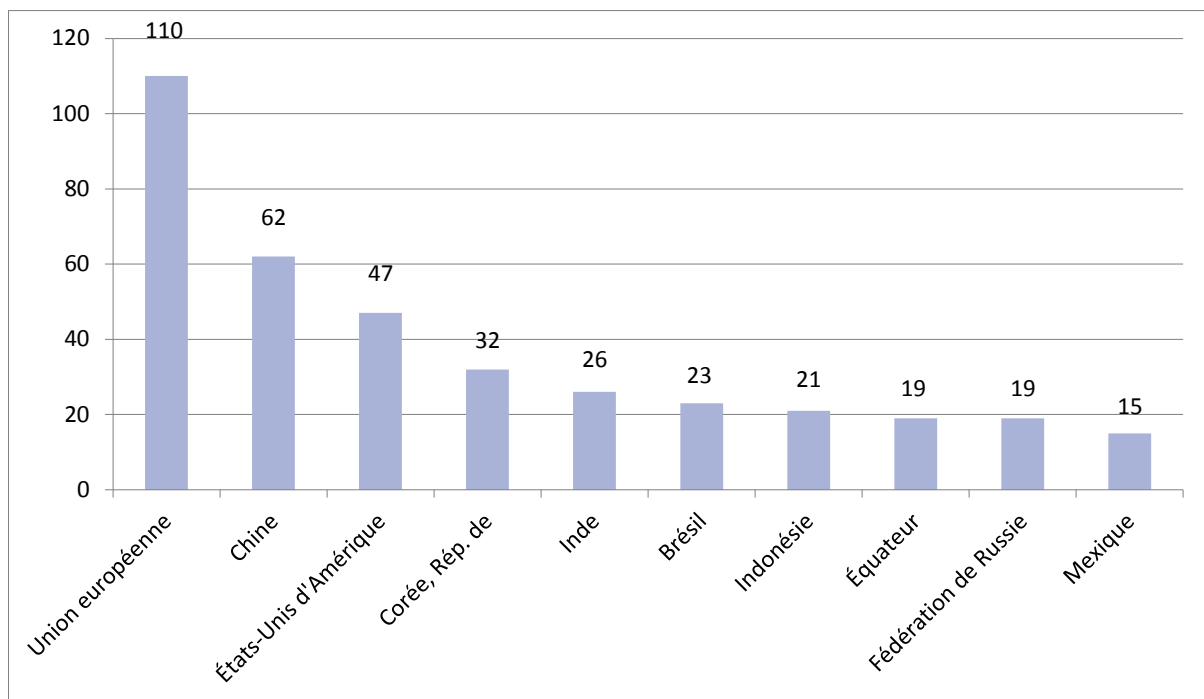
3.23. En 2016, ce sont les mesures de l'Inde, de la Fédération de Russie et de l'Indonésie qui ont fait le plus souvent l'objet de préoccupations soulevées au Comité, suivies par l'Équateur, le Brésil, la Corée, la Thaïlande, le Pérou, l'Arabie saoudite et la Colombie (figure 16). La plupart de ces préoccupations étaient des PCS soulevées précédemment, puisque seules 12 des 96 préoccupations incluses dans la figure 16 étaient nouvelles.²⁶

Figure 16: Membres les plus souvent visés par des PCS, 2016



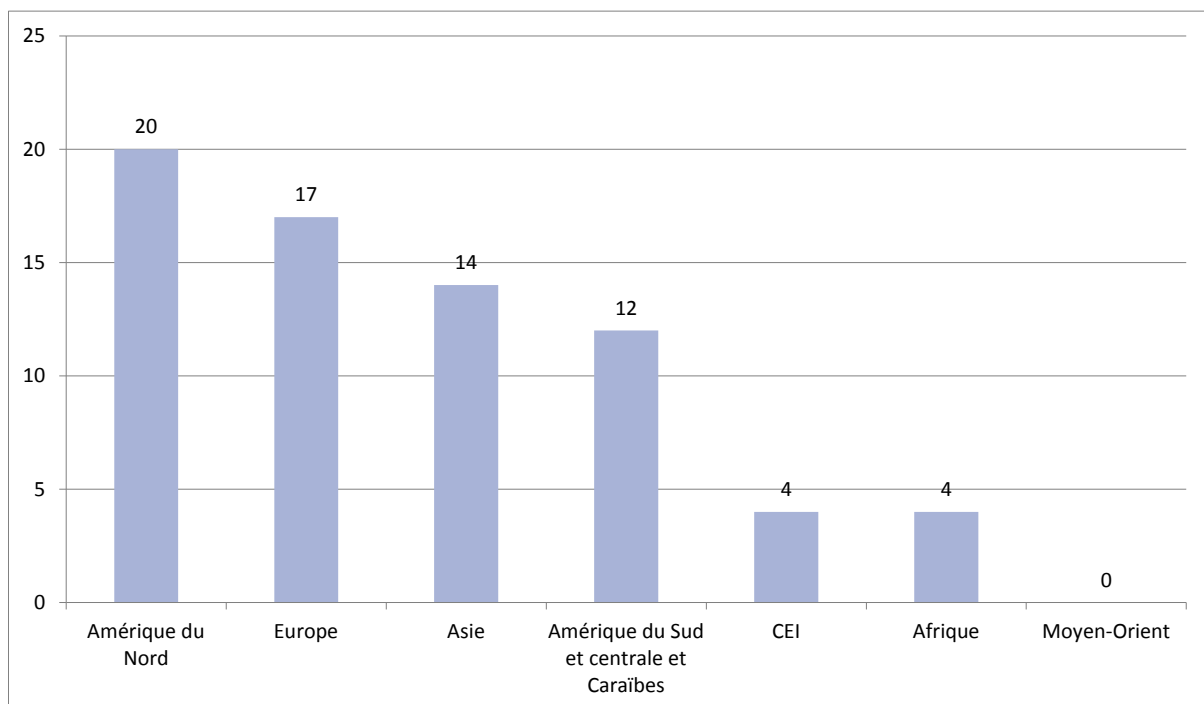
3.24. La figure 17 montre que l'UE, la Chine et les États-Unis ont été les Membres les plus souvent visés par des nouvelles PCS soulevées au Comité entre 1995 et 2016.

²⁶ Les Membres peuvent être visés par la même PCS plus d'une fois dans la même année; chaque fois que la PCS est soulevée devant le Comité, elle est comptabilisée.

Figure 17: Membres les plus souvent visés par de nouvelles PCS, 1995-2016

3.3.4 PCS par région et par niveau de développement

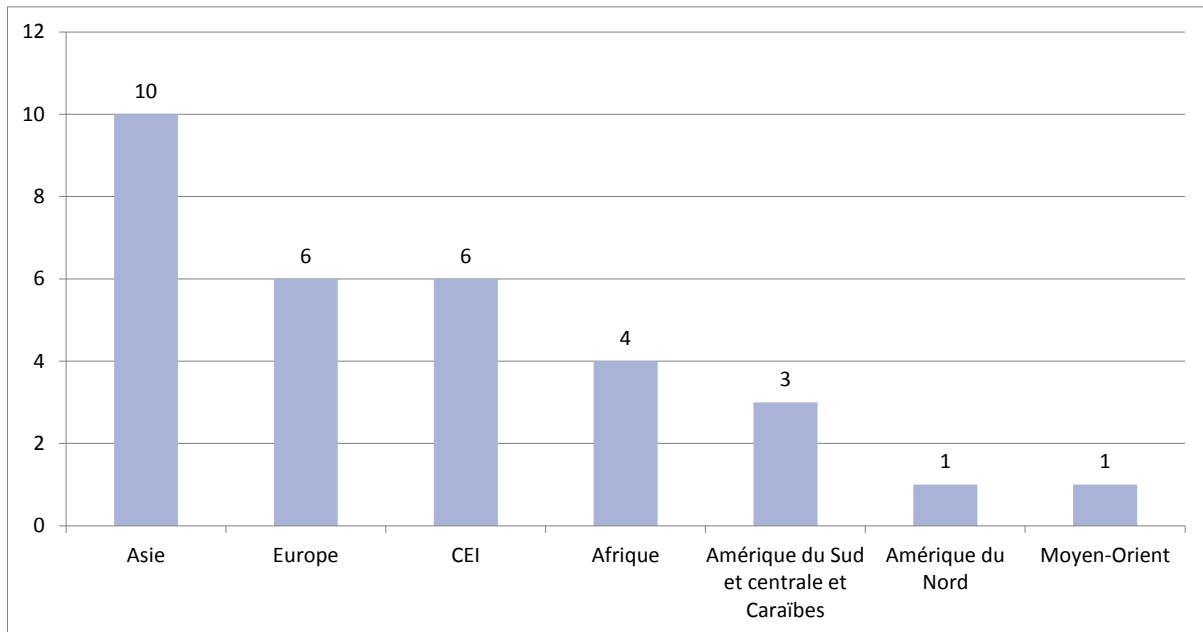
3.25. Les figures 18 et 19 donnent des renseignements sur la répartition régionale de la participation aux examens des PCS. En 2016, 20 nouvelles PCS ont été soulevées par des Membres d'Amérique du Nord, 17 par des Membres d'Europe et 14 par des Membres d'Asie. Les Membres du Moyen-Orient n'ont soulevé aucune nouvelle PCS (figure 19).

Figure 18: Nouvelles PCS soulevées par région, 2016²⁷

²⁷ Cette figure indique le nombre de fois qu'un Membre d'une région donnée a soulevé une nouvelle PCS. Une PCS peut être soulevée par plusieurs Membres de différentes régions.

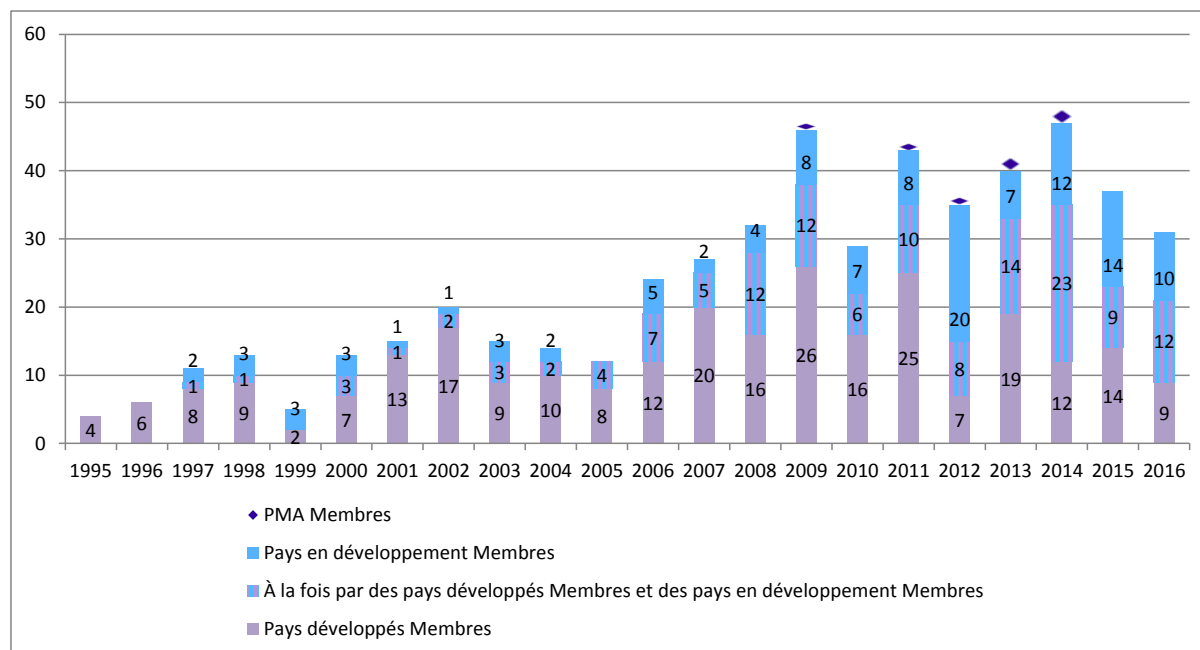
3.26. Par ailleurs, les Membres d'Asie ont été les plus souvent visés par des nouvelles PCS, suivis par les Membres d'Europe et les Membres de la CEI (figure 19).

Figure 19: Membres visés par des nouvelles PCS par région, 2016²⁸



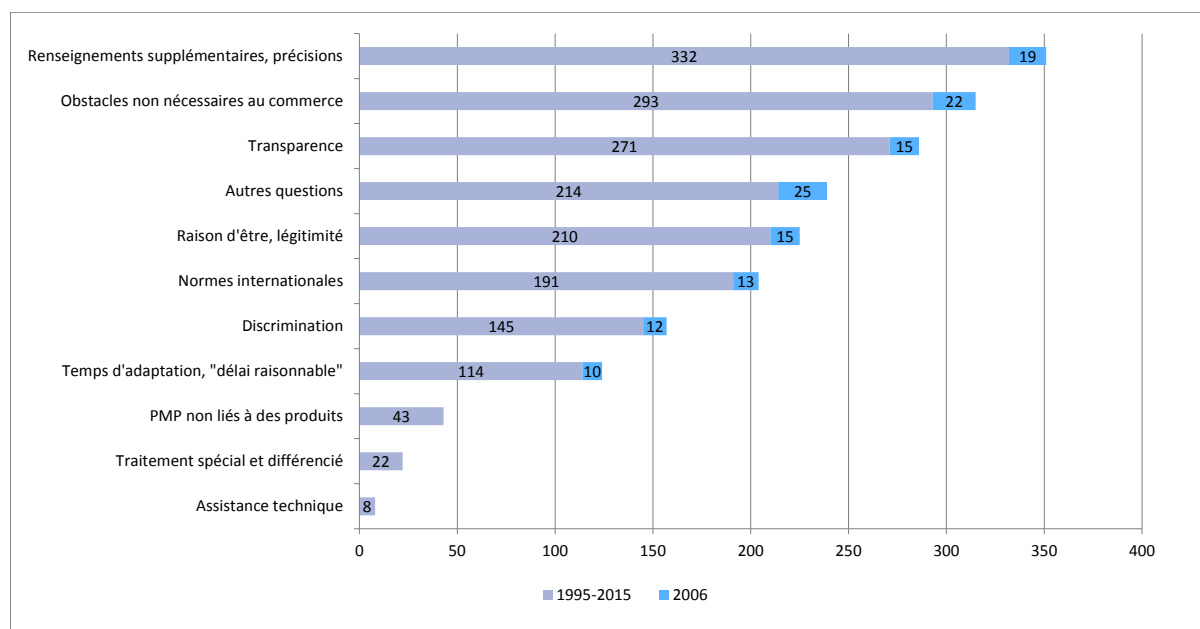
3.27. En 2016, environ un tiers des nouvelles PCS ont été soulevées par des Membres en développement, un tiers ont été soulevées par des Membres développés et un tiers ont été soulevées à la fois par des pays en développement Membres et des pays développés Membres. Aucun PMA Membre n'a soulevé de nouvelle PCS durant l'année. Cette répartition a varié au fil des ans, mais de manière générale les pays en développement soulèvent de plus en plus de nouvelles PCS (figure 20).

²⁸ Cette figure indique le nombre de fois qu'une mesure d'un Membre d'une région donnée a été visée par une nouvelle PCS.

Figure 20: Nouvelles PCS soulevées par niveau de développement, 1995-2016²⁹

3.3.5 Types de préoccupations soulevées

3.28. Parmi les nouvelles préoccupations soulevées par les Membres en 2016, 22 portaient sur les "obstacles non nécessaires au commerce", 19 sur les "renseignements supplémentaires ou précisions", 15 sur la "transparence", 15 sur la "raison d'être et la légitimité" et 13 sur les "normes internationales" (figure 21).

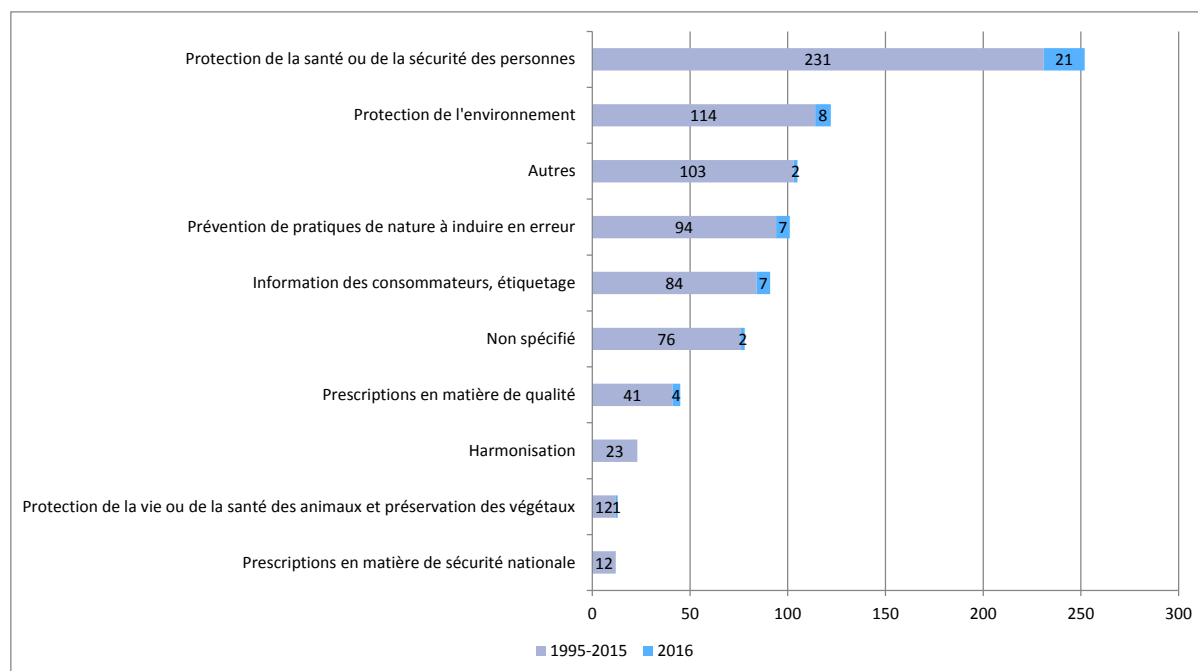
Figure 21: Types de préoccupations soulevées, 1995-2015 et 2016

²⁹ Cette figure indique le nombre de fois qu'un Membre d'un niveau de développement donné a soulevé une nouvelle PCS. Une PCS peut être soulevée par plusieurs Membres ayant chacun un niveau de développement différent.

3.3.6 Objectifs déclarés des mesures visées par des PCS

3.29. Des renseignements concernant l'objectif déclaré d'une mesure faisant l'objet de PCS peuvent être trouvés dans la notification elle-même ou obtenus au moment de l'examen de la mesure en question par le Comité. La "protection de la santé et de la sécurité des personnes", qui était déjà le principal objectif cité dans les notifications OTC, était de loin l'objectif déclaré le plus courant des PCS entre 1995 et 2016 (figure 10, figure 22).

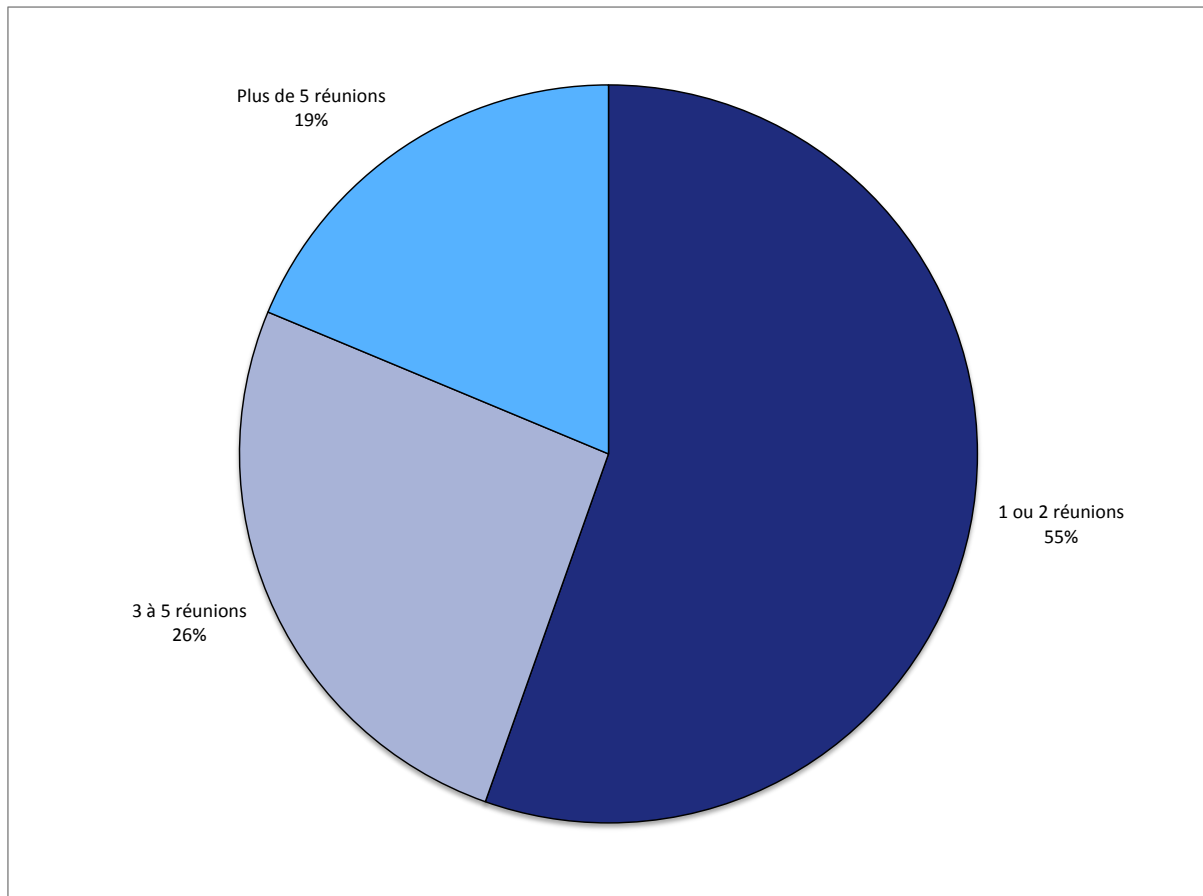
Figure 22: Objectifs déclarés des mesures soulevées en tant que PCS, 1995-2015 et 2016



3.3.7 Fréquence – nombre de fois où une PCS donnée a été soulevée devant le Comité

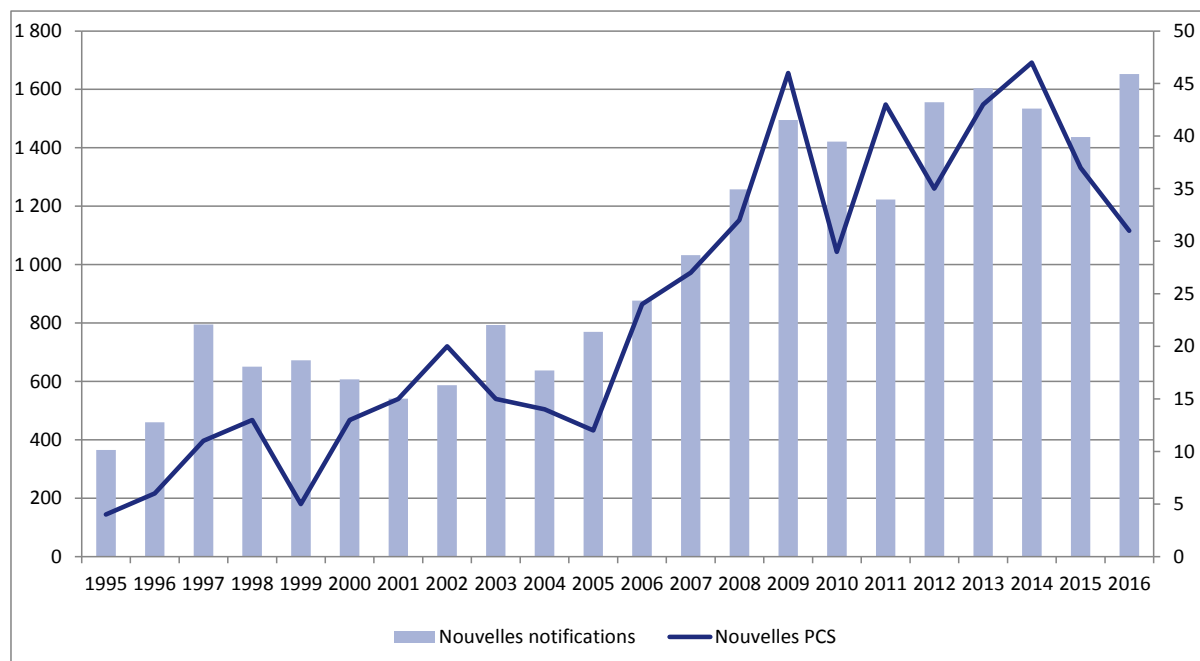
3.30. La plupart des PCS (55%) ont été soulevées à une ou deux réunions du Comité, 26% des PCS ont été soulevées 3 à 5 fois et 19% ont été soulevées plus de 5 fois (figure 23). La part des PCS soulevées plus de 5 fois a augmenté par rapport à 2015, ce qui concorde avec la constatation selon laquelle les Membres avaient soulevé moins de nouvelles PCS et davantage de PCS soulevées précédemment en 2016 (figure 12).

Figure 23: Nombre de fois où une PCS donnée a été soulevée devant le Comité, 1995-2016

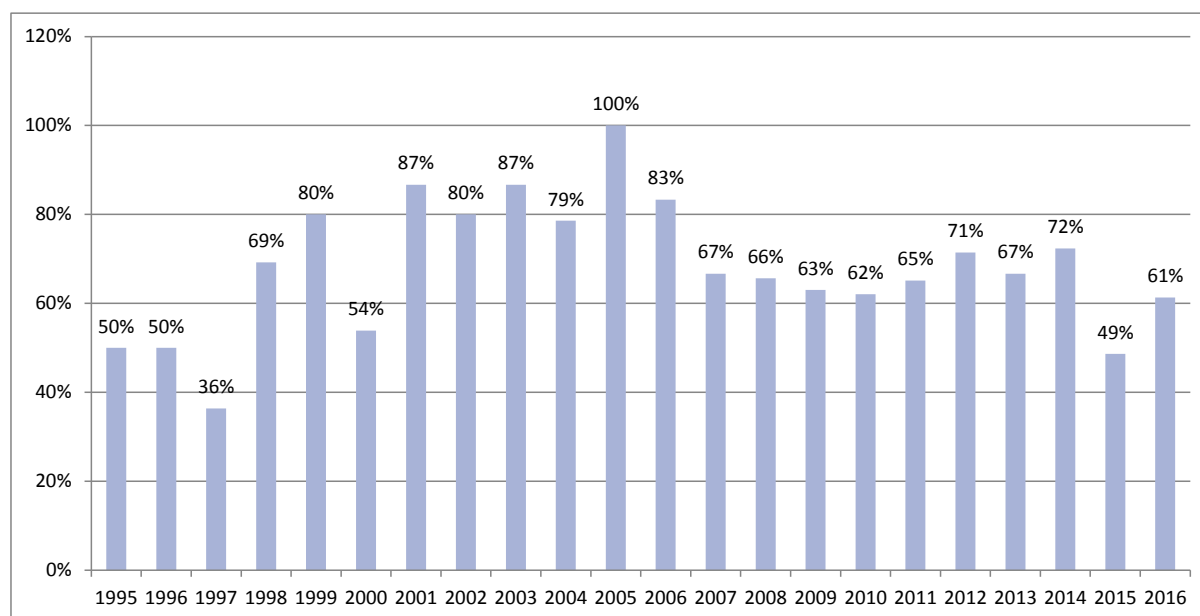


3.4 Rapport entre les notifications et les PCS

3.31. Lorsqu'on compare le nombre de nouvelles notifications présentées et le nombre de nouvelles PCS soulevées entre 1995 et 2016, une tendance ascendante analogue caractérise les deux ensembles de données (figure 24). Toutefois, depuis 2014, le nombre de nouvelles PCS a quelque peu baissé.

Figure 24: Tendances en matière de nouvelles notifications et de nouvelles PCS

3.32. En 2016, 61% des nouvelles PCS soulevées concernaient une mesure notifiée à l'OMC. Si ce chiffre est peu élevé par rapport à la tendance générale observée au cours de la dernière décennie, il représente une augmentation de 12% par rapport à 2015 (figure 25).

Figure 25: Nouvelles PCS examinées au sujet de mesures notifiées

4 DIFFÉRENDS CONCERNANT DES DISPOSITIONS DE L'ACCORD OTC

4.1. Depuis 1995, il y a eu 52 différends dans lesquels la demande de consultations, première étape officielle pour engager un recours à l'OMC, mentionnait l'Accord OTC. Des faits nouveaux importants sont survenus en 2016, parmi lesquels:

- a. la création et la composition par l'ORD d'un groupe spécial de la mise en conformité (deuxième recours du Mexique) concernant les mesures des États-Unis relatives à l'étiquetage des conserves de thon;
- b. la création par l'ORD d'un groupe spécial concernant certaines mesures de l'Indonésie relatives à l'importation de viande de bœuf;
- c. la création par l'ORD d'un groupe spécial concernant certaines mesures de la Fédération de Russie affectant l'importation de matériels ferroviaires;
- d. la composition d'un groupe spécial créé par l'ORD en 2015 concernant certaines mesures de l'Indonésie affectant les exportations de viande de poulet et de produits à base de poulet.

5 ACTIVITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE MENÉES PAR LE SECRÉTARIAT

5.1. Comme en 2014 et 2015, en 2016 le Secrétariat a continué d'augmenter nettement le nombre de ses activités d'assistance technique liées aux OTC, pour répondre à la forte progression de la demande en matière d'assistance technique dans ce domaine au cours des dernières années. En 2016, le Secrétariat de l'OMC a organisé au total 37 activités d'assistance technique liées aux OTC, sous différentes formes, ou y a participé. C'est le nombre d'activités générales d'assistance technique liées aux OTC fournies en 2015. Comme en 2014 et 2015, la demande et la fourniture d'activités nationales liées aux OTC ont été considérables en 2016.³⁰ Les données préliminaires concernant les activités d'assistance technique liées aux OTC en 2017 indiquent que la fourniture d'activités nationales devrait de nouveau augmenter par rapport aux dernières années, et que la demande concernant les activités d'assistance technique liées aux OTC restera de manière générale très élevée.³¹ La demande concernant des ateliers SPS-OTC conjoints a également connu une nette augmentation depuis 2015.³²

5.2. Parmi toutes les activités d'assistance technique organisées en 2016, 15 étaient des ateliers nationaux, régionaux ou tenus à Genève portant expressément sur l'Accord OTC et organisés dans divers pays en développement Membres ou observateurs. Ils comprenaient, en particulier, cinq ateliers régionaux, sept ateliers nationaux et trois cours avancés organisés à Genève (voir ci-après pour de plus amples détails sur ces activités spécifiques). Les programmes étaient conçus pour aider les économies participantes à consolider leur connaissance des principes et disciplines de l'Accord OTC, à examiner les difficultés liées à la mise en œuvre et à accroître leur participation aux travaux du Comité OTC. L'accent était mis sur la transparence et la coordination nationale en particulier. En 2016, comme en 2015, plus de la moitié de ces activités nationales, régionales et tenues à Genève consacrées aux OTC ont porté également sur l'Accord SPS et ont été organisées en coopération avec les experts du Secrétariat chargés de ce domaine.

5.3. Le 8 novembre 2016, le système d'alerte ePing pour les notifications SPS et OTC³³, élaboré en coopération avec l'ITC et le DAES de l'ONU, a été lancé durant la semaine de réunions du Comité OTC. Cette plate-forme en ligne permet aux parties prenantes – tant privées que publiques – de suivre les mesures SPS et OTC. Si ePing est une plate-forme facile à utiliser, une formation est nécessaire pour se familiariser avec le système et être en mesure d'en utiliser toutes les fonctionnalités. Dès que la version pilote du système a été disponible en début d'année dernière, les trois organisations ont reçu des demandes pour des séances de formation et

³⁰ Sept ateliers nationaux liés aux OTC ont eu lieu en 2016.

³¹ En février 2017, quelque dix ateliers nationaux liés aux OTC avaient été organisés ou formellement demandés, ou devaient être demandés, pour 2017.

³² En 2015 et 2016, la moitié environ des ateliers régionaux et nationaux consacrés aux OTC ont porté à la fois sur l'Accord SPS et sur l'Accord OTC. En particulier, la majorité des ateliers nationaux organisés en 2016 (7 sur 13) ont porté sur les deux Accords, contre seulement 3 (sur 10) en 2014.

³³ <http://www.epingalert.org/>.

d'information à ce sujet. En 2016, plus de 10 activités de formation au système ePing ont été mises en place, la plupart fondées sur la demande. En 2017, nous continuons à recevoir des demandes de formation et d'information concernant ePing. Les 3 organisations partenaires (DAES de l'ONU, OMC et ITC) réfléchissent aux différentes solutions qui permettraient de donner suite à ces demandes. Il y a aussi eu une augmentation des demandes et de la collaboration avec des tierces parties pour dispenser une formation à ePing (par exemple le Centre pour le commerce et l'investissement en Afrique de l'Est).

5.4. Trois des 15 activités propres aux OTC étaient particulièrement importantes, à savoir:

- a. Une *séance de suivi du cours avancé sur l'Accord OTC*, d'une durée d'une semaine et organisée conjointement par la Division du commerce et de l'environnement et l'IFCT, dans le cadre de laquelle 20 participants du cours avancé de 2015 sur l'Accord OTC sont revenus à Genève pour partager leurs expériences et faire rapport sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de leurs plans d'action, qui étaient axés sur des thèmes tels que la transparence, l'accès aux marchés, la coordination nationale et la sensibilisation. La nouvelle approche adoptée pour le cours, en particulier l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'action sur une période d'un an, avec une aide et une attention particulières de la part des formateurs, était un moteur de changement et donnait aux participants au cours les outils et la confiance nécessaires pour faire bouger les choses dans leur pays. Le cours complémentaire comportait aussi deux séances de formation spécialisées, l'une axée sur un système d'alerte pilote pour les notifications SPS et OTC (ePing) et l'autre sur l'examen des préoccupations commerciales spécifiques, qui ont toutes deux été bien accueillies.
- b. Un *atelier sur les normes, les réglementations et la santé*, le premier de ce type jamais organisé, qui a été élaboré et organisé par la Division du commerce et de l'environnement (conjointement avec la Division de l'agriculture et des produits de base). Cet atelier, où l'on a examiné les aspects commerciaux des normes et réglementations liées à la santé dans le cadre des Accords OTC et SPS, a été mis sur pied en coopération avec l'OMS et la Commission du Codex Alimentarius. L'un des principaux thèmes de l'atelier était la recherche d'une plus grande cohérence des politiques en matière de commerce et de santé au niveau national, y compris grâce à une meilleure coordination entre les responsables du commerce et ceux de la santé.
- c. Un *atelier sur la transparence et les outils favorisant la transparence dans le domaine des OTC*, d'une durée de 3 jours et organisé parallèlement à la réunion de novembre du Comité OTC et à la huitième réunion extraordinaire sur les procédures d'échange de renseignements, auquel ont assisté 29 participants de pays moins avancés et en développement Membres qui prennent part à la mise en œuvre de l'Accord OTC au niveau national. Durant les séances de l'atelier, on a mis l'accent sur les dispositions de l'Accord OTC relatives à la transparence et sur la manière de les mettre en œuvre en utilisant des outils électroniques tels que le Système de présentation en ligne des notifications OTC, le Système de gestion des renseignements OTC et le nouveau système d'alerte ePing pour les notifications SPS et OTC. Les participants ont élaboré un plan d'action visant à mettre en œuvre ce qu'ils avaient appris durant l'atelier.

5.5. Par ailleurs, 22 modules sur les OTC ont été dispensés en 2016 dans le cadre du programme des différentes activités d'assistance technique de l'OMC plus générales, y compris des cours de politique commerciale régionaux ou organisés à Genève. Enfin, en 2016, trois cours de formation à distance axés sur l'Accord OTC ont été organisés.

5.6. Pour ce qui concerne l'avenir, la transparence dans le domaine des OTC intéresse de plus en plus les Membres, et il existe une demande croissante d'assistance technique dans ce domaine, en particulier en ce qui concerne ePing. Avec l'entrée en vigueur de l'AFE, il devrait aussi y avoir un intérêt plus marqué pour la corrélation entre les OTC et l'AFE et une demande croissante de prise en compte de ces questions dans l'assistance technique au cours des années à venir.³⁴

³⁴ En fait, en 2016, les modules OTC-SPS comprenaient déjà deux ateliers sur l'AFE organisés à Genève (un en anglais et un en français).

ANNEXES

A. Notifications présentées par Membre, 1995-2016¹

Membres	Notifications ordinaires présentées en 2016	Addenda et corrigenda présentés en 2016	Révisions présentées en 2016	Nombre total de notifications présentées en 2016	Nombre total de notifications présentées depuis 1995
Afghanistan	2	0	0	2	2
Afrique du Sud	20	7	2	29	337
Albanie	6	0	0	6	83
Allemagne	2	0	0	2	25
Angola	0	0	0	0	0
Antigua-et-Barbuda	0	0	0	0	0
Arabie saoudite, Royaume d'	56	0	2	58	974
Argentine	13	24	0	37	604
Arménie	5	0	0	5	83
Australie	3	1	0	4	213
Autriche	0	0	0	0	4
Bahreïn, Royaume de	35	0	0	35	471
Bangladesh	0	0	0	0	0
Barbade	0	0	0	0	10
Belgique	0	0	0	0	210
Belize	0	0	0	0	5
Bénin	0	0	0	0	2
Bolivie, État plurinational de	2	2	0	4	29
Botswana	18	0	0	18	56
Brésil	45	83	0	128	1 453
Brunéi Darussalam	0	0	0	0	2
Bulgarie	0	0	0	0	0
Burkina Faso	0	0	0	0	0
Burundi	0	0	0	0	1
Cabo Verde	0	0	0	0	0
Cambodge	0	0	0	0	3
Cameroun	0	0	0	0	8
Canada	37	26	0	63	966
Chili	57	16	0	73	560
Chine	27	0	8	35	1 273
Chypre	0	0	0	0	1
Colombie	7	29	0	36	614
Congo	0	0	0	0	3
Corée, République de	80	3	0	83	848
Costa Rica	9	7	0	16	229
Côte d'Ivoire	0	0	0	0	0
Croatie	0	0	0	0	39
Cuba	0	0	0	0	20
Danemark	1	0	0	1	253
Djibouti	0	0	0	0	0
Dominique	0	0	0	0	13
Égypte	50	15	0	65	211
El Salvador	11	3	0	14	280
Émirats arabes unis	47	0	0	47	348
Équateur	8	55	0	63	912
Espagne	2	0	0	2	71
Estonie	1	0	0	1	12
États-Unis	194	245	3	442	2 901
ex-République yougoslave de Macédoine	0	0	0	0	9
Fédération de Russie	30	1	0	31	77
Fidji	0	0	0	0	1
Finlande	0	0	0	0	75
France	5	1	0	6	237
Gabon	0	0	0	0	2
Gambie	0	0	0	0	2
Géorgie	6	0	0	6	98

¹ Ce tableau inclut aussi les notifications qui ont été annulées, mais pas les notifications complémentaires.

Membres	Notifications ordinaires présentées en 2016	Addenda et corrigenda présentés en 2016	Révisions présentées en 2016	Nombre total de notifications présentées en 2016	Nombre total de notifications présentées depuis 1995
Ghana	0	0	0	0	12
Grèce	0	0	0	0	0
Grenade	0	0	0	0	17
Guatemala	6	2	0	8	116
Guinée	0	0	0	0	1
Guinée-Bissau	0	0	0	0	0
Guyana	0	0	0	0	20
Haïti	0	0	0	0	1
Honduras	2	2	0	4	100
Hong Kong, Chine	0	0	0	0	91
Hongrie	0	0	0	0	32
Îles Salomon	0	0	0	0	0
Inde	4	4	0	8	122
Indonésie	8	6	2	16	214
Irlande	1	1	0	2	4
Islande	0	0	0	0	2
Israël	119	4	0	123	1 116
Italie	0	0	0	0	27
Jamaïque	1	0	0	1	86
Japon	31	1	0	32	820
Jordanie	0	0	0	0	48
Kazakhstan	10	2	0	12	12
Kenya	72	0	0	72	539
Koweït, État du	34	0	0	34	354
Lesotho	0	0	0	0	0
Lettonie	0	0	0	0	32
Liechtenstein	0	0	0	0	0
Lituanie	1	1	0	2	32
Luxembourg	0	0	0	0	0
Macao, Chine	0	0	0	0	6
Madagascar	0	0	0	0	0
Malaisie	8	1	0	9	239
Malawi	0	0	0	0	0
Maldives	0	0	0	0	0
Mali	0	0	0	0	2
Malte	0	0	0	0	0
Maroc	0	0	0	0	26
Maurice	3	0	0	3	8
Mauritanie	0	0	0	0	0
Mexique	41	30	0	71	884
Moldova, République de	1	0	0	1	32
Mongolie	0	0	0	0	6
Monténégro	0	0	0	0	0
Mozambique	2	0	0	2	11
Myanmar	0	0	0	0	2
Namibie	0	0	0	0	0
Népal	0	0	0	0	4
Nicaragua	5	2	0	7	178
Niger	0	0	0	0	0
Nigéria	0	0	0	0	4
Norvège	0	0	0	0	88
Nouvelle-Zélande	4	1	0	5	137
Oman	45	0	0	45	291
Ouganda	65	0	0	65	605
Pakistan	18	0	0	18	110
Panama	2	1	0	3	89
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0	0	0	0	1
Paraguay	5	2	0	7	109
Pays-Bas	0	0	0	0	632
Pérou	8	3	0	11	106
Philippines	3	0	0	3	261
Pologne	0	0	0	0	8
Portugal	0	0	0	0	1
Qatar	34	0	0	34	493
République centrafricaine	0	0	0	0	10

Membres	Notifications ordinaires présentées en 2016	Addenda et corrigenda présentés en 2016	Révisions présentées en 2016	Nombre total de notifications présentées en 2016	Nombre total de notifications présentées depuis 1995
République démocratique du Congo	0	0	0	0	0
République démocratique populaire lao	0	0	0	0	1
République dominicaine	1	1	0	2	270
République kirghize	15	1	0	16	49
République slovaque	0	0	0	0	54
République tchèque	10	9	0	19	378
Roumanie	0	0	0	0	94
Royaume-Uni	0	0	0	0	51
Rwanda	12	0	1	13	54
Sainte-Lucie	0	0	0	0	51
Saint-Kitts-et-Nevis	0	0	0	0	0
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0	0	0	0	13
Samoa	0	0	0	0	0
Sénégal	1	0	0	1	13
Seychelles	2	0	0	2	2
Sierra Leone	0	0	0	0	0
Singapour	6	0	0	6	51
Slovénie	7	0	0	7	111
Sri Lanka	1	0	0	1	49
Suède	1	0	0	1	229
Suisse	2	0	0	2	296
Suriname	0	0	0	0	1
Swaziland	0	0	0	0	1
Tadjikistan	5	0	0	5	5
Taipei chinois	33	17	3	53	352
Tanzanie	0	0	0	0	45
Tchad	0	0	0	0	0
Thaïlande	22	26	11	59	690
Togo	0	0	0	0	2
Tonga	0	0	0	0	0
Trinité-et-Tobago	2	1	0	3	132
Tunisie	0	0	0	0	27
Turquie	16	1	0	17	102
Ukraine	7	2	0	9	163
Union européenne	104	6	0	110	1 363
Uruguay	3	0	0	3	14
Vanuatu	0	0	0	0	0
Venezuela, République bolivarienne du	0	0	0	0	35
Viet Nam	14	6	0	20	106
Yémen	34	0	0	34	62
Zambie	42	0	0	42	88
Zimbabwe	1	0	0	1	1
Total	1 653	651	32	2 336	27 726

B. Résumé des PCS soulevées en 2016

Le tableau ci-après contient la liste des 82 préoccupations commerciales spécifiques soulevées au Comité OTC en 2016. La deuxième colonne indique l'intitulé de la préoccupation commerciale spécifique.

IMS ID	Intitulé de la PCS	Date à laquelle la PCS a été soulevée la dernière fois	Fréquence à laquelle la PCS a été soulevée	Nombre de Membres qui ont soulevé la PCS
428	Chine – Règlements sur la surveillance et l'administration des dispositifs médicaux (Ordonnance n° 650 du Conseil d'État) (ID 428)	10/11/2016	8	4
517	Bolivie – Règlement technique relatif à l'étiquetage des aliments et des produits destinés à la consommation humaine qui consistent en des organismes génétiquement modifiés, qui contiennent de tels organismes ou qui en sont dérivés (ID 517)	10/11/2016	1	2
470	Brésil – Projet d'arrêté n° 374 du 27 novembre 2014 (Portaria SDA/MAPA 374/2014). Établit des prescriptions en matière de qualité pour le vin et les dérivés du raisin et du vin (ID 470)	10/11/2016	5	2
478	Brésil – Certification des jouets; Arrêtés n° 89, n° 310 et projet de règle administrative n° 321 (ID 478)	10/11/2016	4	3
443	Brésil – Projet de décision technique n° 69 du 9 septembre 2014 portant obligation d'indiquer la composition chimique en portugais sur l'étiquette des produits d'hygiène corporelle, des cosmétiques et des parfums (ID 443)	10/11/2016	7	3
370	Chili – Proposition de modification du Règlement sanitaire applicable aux produits alimentaires, Décret suprême n° 977/96 (ID 370)	10/11/2016	12	12
456	Chine – Mesures administratives concernant l'étiquetage des cosmétiques (AMCL) (ID 456)	10/11/2016	6	7
457	Chine – Règlement sur la sécurité du matériel de traitement de l'information dans le secteur bancaire (ID 457)	10/11/2016	6	5
493	Chine – Règlement relatif à l'enregistrement des préparations pour nourrissons et des préparations de suite (ID 493)	10/11/2016	3	5
489	Chine – Réglementation des technologies de l'information et de la communication de la Commission de réglementation de l'assurance (CIRC) (ID 489)	10/11/2016	4	6
477	Chine – Mesures provisoires pour la gestion de la qualité du charbon commercial (ID 477)	10/11/2016	4	2
509	Chine – Normes nationales relatives aux limites concernant les composés organiques volatils applicables aux meubles (ID 509)	10/11/2016	2	1
296	Chine – Dispositions régissant l'homologation des produits cosmétiques (ID 296)	10/11/2016	19	5
466	Chine – Droits d'enregistrement des médicaments et des dispositifs médicaux (ID 466)	10/11/2016	5	4
294	Chine – Prescriptions applicables aux produits relatifs à la sécurité de l'information, y compris, entre autres, le Règlement de 1999 sur les produits de cryptage commercial de l'Office national de cryptographie commerciale (OSCCA) et sa révision en cours et le dispositif de protection à niveaux multiples (MLPS) (ID 294)	10/11/2016	18	6
511	Taipei chinois – Projet de loi sur l'agriculture biologique (ID 511)	10/11/2016	2	1

IMS ID	Intitulé de la PCS	Date à laquelle la PCS a été soulevée la dernière fois	Fréquence à laquelle la PCS a été soulevée	Nombre de Membres qui ont soulevé la PCS
506	Colombie – Projet de Décision du Ministère de la santé et de la protection sociale et du Ministère de l'environnement et du développement durable portant adoption du règlement technique établissant les limites maximales de phosphore et la biodégradabilité des tensioactifs présents dans les détergents et savons, et énonçant d'autres dispositions (ID 506)	10/11/2016	2	1
409	Équateur – Projet de prescriptions réglementaires relatives à la sécurité des véhicules automobiles (RTE INEN 034) (ID 409)	10/11/2016	7	6
411	Équateur – Résolution n° 116 du Comité du commerce extérieur équatorien du 19 novembre 2013 et Règlement technique équatorien RTE INEN 022 relatif à l'étiquetage des produits alimentaires transformés, conditionnés et emballés (ID 411)	10/11/2016	9	11
505	Égypte – Système d'enregistrement du fabricant (Décret n° 43/2016 et Décret n° 992/2015) (ID 505)	10/11/2016	2	11
88	Communautés européennes – Règlement concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques (REACH) (ID 88)	10/11/2016	37	34
512	Union européenne – Systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires (ID 512)	10/11/2016	2	2
480	Union européenne – Restriction applicable aux hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) dans les pneumatiques, tel que prévu dans l'annexe XVII du règlement REACH (ID 480)	10/11/2016	4	1
448	Union européenne – Critères communs en matière d'évaluation de la sécurité des technologies de l'information – Certification dans l'UE (critères communs) (ID 448)	10/11/2016	7	1
523	Union européenne – Étiquetage indiquant le pays d'origine (ID 523)	10/11/2016	1	2
513	Union européenne – Directive 2014/40/UE relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en matière de fabrication, de présentation et de vente des produits du tabac et des produits connexes, et abrogeant la directive 2001/37/CE (ID 513)	10/11/2016	2	2
345	Union européenne – Projet de règlement d'exécution modifiant le Règlement (CE) n° 607/2009 fixant certaines modalités d'application du Règlement (CE) n° 479/2008 du Conseil en ce qui concerne les appellations d'origine protégées et les indications géographiques protégées, les mentions traditionnelles, l'étiquetage et la présentation de certains produits du secteur vitivinicole (ID 345)	10/11/2016	13	6
393	Union européenne – Proposition révisée de la DG Environnement du 19 février 2013 en matière de catégorisation de composants en tant que perturbateurs endocriniens (ID 393)	10/11/2016	11	13
494	Inde – Projet de règlement de 2015 sur l'innocuité des aliments et les normes alimentaires (Normes pour les boissons alcooliques) (ID 494)	10/11/2016	3	11
367	Inde – Décret de 2012 sur les produits électroniques et des technologies de l'information (Exigences en matière d'enregistrement obligatoire) (ID 367)	10/11/2016	12	7
515	Inde – Règles de 2016 relatives à la gestion des déchets électroniques (ID 515)	10/11/2016	1	3

IMS ID	Intitulé de la PCS	Date à laquelle la PCS a été soulevée la dernière fois	Fréquence à laquelle la PCS a été soulevée	Nombre de Membres qui ont soulevé la PCS
274	Inde – Nouvelles règles liées aux télécommunications (Département des télécommunications, n° 842-725/2005-VAS/vol.III (3 décembre 2009); n° 10-15/2009-AS-III/193 (18 mars 2010); et n° 10-15/2009-AS.III/vol.II/(Pt.)/(25-29) (28 juillet 2010); Département des télécommunications, n° 10-15/2009-AS.III/vol.II/(Pt.)/(30) (28 juillet 2010) et modèle de "contrat de sécurité et de continuité d'exploitation") (ID 274)	10/11/2016	19	4
486	Inde – Décret de 2015 relatif aux produits en acier (Contrôle de la qualité) (ID 486)	10/11/2016	4	1
133	Inde – Pneumatiques et chambres à air pour véhicules automobiles (ID 133)	10/11/2016	31	4
502	Indonésie – Loi n° 33 de 2014 sur la garantie des produits halal (ID 502)	10/11/2016	3	5
472	Indonésie – Article 3 du Règlement n° 69/2014 du Ministère de l'industrie: Prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux pour les équipements LTE – Prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux pour les équipements employés pour les services à large bande selon les modes duplex à répartition dans le temps et duplex à répartition en fréquence de la technologie LTE (ID 472)	10/11/2016	5	7
328	Indonésie – Lignes directrices techniques pour l'adoption et l'application des normes obligatoires indonésiennes en matière de sécurité des jouets (ID 328)	10/11/2016	15	5
389	Indonésie – Règlement n° 30/2013 du Ministère de la santé relatif à l'intégration d'informations sur la teneur en sucre, en sel et en graisse, ainsi que de messages d'avertissement sanitaire sur les étiquettes des aliments transformés (ID 389)	10/11/2016	11	8
516	Irlande – Projet de loi sur la santé publique (alcool) de 2015 (ID 516)	10/11/2016	1	2
514	Kazakhstan, Fédération de Russie – Modification n° 2 du Règlement technique de l'Union douanière sur la sécurité des jouets (TR CU 008/2011) (ID 514)	10/11/2016	1	3
510	Kenya – Normes de la Communauté d'Afrique de l'Est sur les boissons alcooliques (ID 510)	10/11/2016	2	4
442	Royaume d'Arabie saoudite – Décret du Conseil des ministres d'Arabie saoudite du 4 mars 2014 sur la vente et la commercialisation des boissons énergétiques (ID 442)	10/11/2016	7	3
491	Corée – Normes et spécifications pour les produits du bois (ID 491)	10/11/2016	4	2
518	Corée – Modification des Notifications relatives aux messages d'avertissement concernant la consommation de tabac et d'alcool (ID 518)	10/11/2016	1	6
305	Corée – Règlement relatif à l'enregistrement et à l'évaluation des matières chimiques (ID 305)	10/11/2016	15	6
522	Mexique – Norme officielle PROY-NOM-199-SCFI-2015: Boissons alcooliques – Dénomination, spécifications physicochimiques, information commerciale et méthodes d'essai (ID 522)	10/11/2016	1	1
383	Pérou – Loi visant à promouvoir une alimentation saine chez les enfants et les adolescents (ID 383)	10/11/2016	11	10
392	Pérou – Règlements d'application du 14 novembre 2012 concernant le moratoire sur la plantation de cultures génétiquement modifiées (ID 392)	10/11/2016	7	2
497	Fédération de Russie – Règles relatives à la certification du ciment (ID 497)	10/11/2016	3	3

IMS ID	Intitulé de la PCS	Date à laquelle la PCS a été soulevée la dernière fois	Fréquence à laquelle la PCS a été soulevée	Nombre de Membres qui ont soulevé la PCS
332	Fédération de Russie – Projet de règlement technique sur la sécurité sanitaire des boissons alcooliques (publié le 24 octobre 2011) (ID 332)	10/11/2016	15	9
520	Fédération de Russie – Dispositifs médicaux (ID 520)	10/11/2016	1	2
521	Fédération de Russie – Produits pharmaceutiques – Résolution n° 1314 du gouvernement de la Fédération de Russie sur la détermination de la conformité des fabricants de médicaments avec les prescriptions des bonnes pratiques de fabrication (non notifiée); projets de décisions du Conseil de l'Union économique eurasiennne (ID 521)	10/11/2016	1	2
418	Fédération de Russie – Sécurité des produits pour enfants et adolescents (ID 418)	10/11/2016	9	3
503	Thaïlande – Code sur le lait – Projet de loi sur le contrôle de la commercialisation et promotion des aliments pour nourrissons et jeunes enfants et des produits connexes (ID 503)	10/11/2016	3	4
427	Thaïlande – Projet de notification concernant la réglementation des boissons alcooliques. Règles, procédures et conditions régissant l'étiquetage des boissons alcooliques (E.B.) (ID 427)	10/11/2016	8	10
519	Ouganda – Spécifications relatives aux boissons alcooliques (ID 519)	10/11/2016	1	2
496	Émirats arabes unis – Système de contrôle visant à restreindre l'utilisation de matières dangereuses dans les dispositifs électroniques et électriques (ID 496)	10/11/2016	3	1
508	Chine – Normes chinoises sur les émissions polluantes (China 6, BEIJING VI) (ID 508)	15/06/2016	1	1
507	Chine – Projet de loi sur la normalisation (ID 507)	15/06/2016	1	1
467	Taipei chinois – Étiquetage des OGM (ID 467)	15/06/2016	4	5
479	Colombie – Prescriptions en matière d'essai auxquelles doivent satisfaire les jouets, leurs composants et leurs accessoires (ID 479)	15/06/2016	3	2
433	Équateur – Projet de règlement technique PRTE INEN n° 189 relatif à l'étiquetage des boissons alcooliques (ID 433)	15/06/2016	7	5
298	Inde – Règlement sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires – Prescriptions en matière d'étiquetage des aliments (ID 298)	15/06/2016	12	8
413	Inde – Règlement sur l'étiquetage de l'huile de colza (ID 413)	15/06/2016	8	2
461	Indonésie – Règlement du Ministre de l'agriculture n° 139/Permentan/PD.4 du 10 décembre 2014 concernant l'importation de carcasses, de viande et/ou de produits transformés à base de viande sur le territoire de la République d'Indonésie, et Règlement du Ministre de l'agriculture n° 02/Permentan/PD.4 du 10 janvier 2015 portant modification du Règlement du Ministre de l'agriculture n° 139/Permentan/PD.4 du 10 décembre 2014 (ID 461)	15/06/2016	5	4
504	Fédération de Russie – Mesures affectant l'importation de produits ukrainiens (ID 504)	15/06/2016	1	1
473	Turquie – Communiqué n° 01/2015 relatif aux jouets (ID 473)	15/06/2016	4	2
501	Bolivie – Loi sur l'étiquetage et la publicité des produits alimentaires (ID 501)	09/03/2016	1	4
490	Chine – Orientations concernant la notification et l'enregistrement de nouvelles substances chimiques (ID 490)	09/03/2016	2	1
432	Colombie – Projet de décret du Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme portant réorganisation du sous-système national de la qualité et modifiant le Décret n° 2269 de 1993 (ID 432)	09/03/2016	3	4

IMS ID	Intitulé de la PCS	Date à laquelle la PCS a été soulevée la dernière fois	Fréquence à laquelle la PCS a été soulevée	Nombre de Membres qui ont soulevé la PCS
455	Équateur – PRTE INEN 111: Efficacité énergétique. Sèche-linge. Étiquetage (ID 455)	09/03/2016	5	2
458	Équateur – Règlement technique d'urgence RTE INEN 088 de l'Institut équatorien de normalisation relatif aux agents de surface (ID 458)	09/03/2016	4	1
492	Union européenne – Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative au clonage des animaux des espèces bovine, porcine, ovine, caprine et équine élevés et reproduits à des fins agricoles (197) et Proposition de directive du Conseil relative à la mise sur le marché des denrées alimentaires obtenues à partir d'animaux clonés (198) G/TBT/N/EU/197 et G/TBT/N/EU/198 (ID 492)	09/03/2016	2	2
464	Union européenne – Proposition de modification du Règlement (CE) n° 1829/2003 concernant les organismes génétiquement modifiés (ID 464)	09/03/2016	3	7
499	France – Amendement n° 367 du projet de loi sur la biodiversité (ID 499)	09/03/2016	1	2
498	Hongrie – Proposition de décret gouvernemental modifiant le Décret gouvernemental n° 39/2013 (du 14 février 2013) relatif à la fabrication, à la mise sur le marché et au contrôle des produits du tabac, aux avertissements combinés ainsi qu'à la réglementation détaillée de l'application des amendes liées à la protection de la santé (ID 498)	09/03/2016	1	5
488	Royaume d'Arabie saoudite – Projet d'actualisation du règlement technique SASO 2857:2014 "Prescriptions relatives à la résistance au roulement et à l'adhérence sur sol mouillé des pneumatiques pour véhicules" (ID 488)	09/03/2016	2	1
500	Fédération de Russie – Plan de mise en œuvre relatif à l'impôt indirect sur la consommation d'huile de palme et les boissons gazeuses (ID 500)	09/03/2016	1	1
476	Fédération de Russie – Mesure affectant l'importation de papier peint ukrainien (ID 476)	09/03/2016	2	1
495	Afrique du Sud – Modification du règlement relatif aux avertissements sanitaires devant apparaître sur les étiquettes de boissons alcooliques (ID 495)	09/03/2016	1	3
424	Royaume-Uni – Proposition d'introduction d'un emballage neutre pour les produits du tabac (ID 424)	09/03/2016	4	10

C. Aperçu des nouvelles PCS soulevées en 2016

Le tableau ci-après fournit des détails supplémentaires sur les nouvelles préoccupations commerciales spécifiques soulevées en 2016.

Membre visé par la PCS	Intitulé de la PCS	Objectif déclaré	Produits visés	Membre(s) soulevant la PCS
Afrique du Sud	Afrique du Sud – Modification du règlement relatif aux avertissements sanitaires devant apparaître sur les étiquettes de boissons alcooliques (ID 495)	Information des consommateurs, étiquetage, protection de la santé ou de la sécurité des personnes		Canada Guatemala UE
Bolivie, État plurinational de	Bolivie – Loi sur l'étiquetage et la publicité des produits alimentaires (ID 501)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Produits alimentaires	Canada États-Unis Guatemala UE
Bolivie, État plurinational de	Bolivie – Règlement technique relatif à l'étiquetage des aliments et des produits destinés à la consommation humaine qui consistent en des organismes génétiquement modifiés, qui contiennent de tels organismes ou qui en sont dérivés (ID 517)	Information des consommateurs, étiquetage, Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Procédés dans l'industrie alimentaire (ICS 67.020); produits alimentaires en général (ICS 67.040)	Guatemala Mexique
Chine	Chine – Règlement relatif à l'enregistrement des préparations pour nourrissons et des préparations de suite (ID 493)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Denrées alimentaires, préparations pour nourrissons et préparations de suite	Corée États-Unis Japon Nouvelle-Zélande UE
Chine	Chine – Projet de loi sur la normalisation (ID 507)	Non spécifié	Non spécifié	Corée
Chine	Chine – Normes chinoises sur les émissions polluantes (China 6, BEIJING VI) (ID 508)	Protection de l'environnement	Véhicules	Corée
Chine	Chine – Normes nationales relatives aux limites concernant les composés organiques volatils applicables aux meubles (ID 509)	Prévention de pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs, prescriptions en matière de qualité, protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Meubles en bois; tous les matelas destinés à être utilisés en intérieur sont couverts, à l'exception des matelas à eau et des matelas pneumatiques en PVC, en similicuir PVC, etc.; divans	UE
Colombie	Colombie – Projet de Décision du Ministère de la santé et de la protection sociale et du Ministère de l'environnement et du développement durable portant adoption du règlement technique établissant les limites maximales de phosphore et la biodégradabilité des tensioactifs présents dans les détergents et savons, et énonçant d'autres dispositions (ID 506)	Protection de l'environnement	Détergents et savons (SH 3401, 3402 et 3405400000)	Mexique

Membre visé par la PCS	Intitulé de la PCS	Objectif déclaré	Produits visés	Membre(s) soulevant la PCS
Corée, République de	Corée – Modification des Notifications relatives aux messages d'avertissement concernant la consommation de tabac et d'alcool (ID 518)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Boissons alcooliques et produits connexes (SH 2203-2208). Bières de malt (SH 2203), vins de raisins frais, y compris les vins enrichis en alcool; moûts de raisin autres que ceux du n° 20.09 (SH 2204), vermouths et autres vins de raisins frais préparés à l'aide de plantes ou de substances aromatiques (SH 2205), autres boissons fermentées (cidre, poiré, hydromel, par exemple); mélanges de boissons fermentées et mélanges de boissons fermentées et de boissons non alcooliques, non dénommés ni compris ailleurs (SH 2206), alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80% vol ou plus; alcool éthylique et eaux-de-vie dénaturés de tous titres (SH 2207), alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de moins de 80% vol; eaux-de-vie, liqueurs et autres boissons spiritueuses (SH 2208)	Australie Canada États-Unis Japon Mexique Nouvelle-Zélande
Égypte	Égypte – Système d'enregistrement du fabricant (Décret n° 43/2016 et Décret n° 992/2015) (ID 505)	Prescriptions en matière de qualité, prévention de pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs, protection de la santé ou de la sécurité des personnes, protection de l'environnement	La gamme complète des produits visés est indiquée dans la notification G/TBT/N/EGY/114 distribuée le 1 ^{er} février 2016	Afrique du Sud Australie Canada Chili Chine États-Unis Norvège Suisse Turquie UE Ukraine
Émirats arabes unis	Émirats arabes unis – Système de contrôle visant à restreindre l'utilisation de matières dangereuses dans les dispositifs électroniques et électriques (ID 496)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes, protection de l'environnement	Dispositifs électroniques et électriques	UE
Fédération de Russie	Fédération de Russie – Règles relatives à la certification du ciment (ID 497)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes, protection de l'environnement		Mexique UE Ukraine

Membre visé par la PCS	Intitulé de la PCS	Objectif déclaré	Produits visés	Membre(s) soulevant la PCS
Fédération de Russie	Fédération de Russie – Plan de mise en œuvre relatif à l'impôt indirect sur la consommation d'huile de palme et les boissons gazéifiées (ID 500)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Huile de palme et boissons gazéifiées	Indonésie
Fédération de Russie	Fédération de Russie – Mesures affectant l'importation de produits ukrainiens (ID 504)	Prévention de pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs, protection de la santé ou de la sécurité des personnes, autres	Produits de confiserie, produits laitiers, bière, jus, sel et papier peint	Ukraine
Fédération de Russie	Fédération de Russie – Dispositifs médicaux (ID 520)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Produits pharmaceutiques et dispositifs médicaux	États-Unis UE
Fédération de Russie	Fédération de Russie – Produits pharmaceutiques – Résolution n° 1314 du gouvernement de la Fédération de Russie sur la détermination de la conformité des fabricants de médicaments avec les prescriptions des bonnes pratiques de fabrication (non notifiée); projets de décisions du Conseil de l'Union économique eurasiennne (ID 521)	Protection de la vie ou de la santé des animaux ou préservation des végétaux, protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Produits pharmaceutiques	États-Unis UE
France, Union européenne	France – Amendement n° 367 du projet de loi sur la biodiversité (ID 499)	Protection de l'environnement	Huile de palme utilisée dans l'alimentation	Brésil Indonésie
Hongrie, Union européenne	Hongrie – Proposition de décret gouvernemental modifiant le Décret gouvernemental n° 39/2013 (du 14 février 2013) relatif à la fabrication, à la mise sur le marché et au contrôle des produits du tabac, aux avertissements combinés ainsi qu'à la réglementation détaillée de l'application des amendes liées à la protection de la santé (ID 498)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes, information des consommateurs, étiquetage		Cuba Guatemala Indonésie Nigéria République dominicaine
Inde	Inde – Projet de règlement de 2015 sur l'innocuité des aliments et les normes alimentaires (Normes pour les boissons alcooliques) (ID 494)	Information des consommateurs, étiquetage, protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Boissons alcooliques	Afrique du Sud Australie Canada Chili États-Unis Guatemala Japon Mexique Nouvelle-Zélande Suisse UE

Membre visé par la PCS	Intitulé de la PCS	Objectif déclaré	Produits visés	Membre(s) soulevant la PCS
Inde	Inde – Règles de 2016 relatives à la gestion des déchets électroniques (ID 515)	Protection de l'environnement	Déchets d'équipements électriques et électroniques	Corée États-Unis Japon
Indonésie	Indonésie – Loi n° 33 de 2014 sur la garantie des produits halal (ID 502)	Information des consommateurs, étiquetage, prévention de pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs	Produits halal	Australie Brésil États-Unis Nouvelle-Zélande UE
Irlande, Union européenne	Irlande – Projet de loi sur la santé publique (alcool) de 2015 (ID 516)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes, information des consommateurs, étiquetage	Produits alcooliques (SH 2203, 2204, 2205, 2206 et 2208)	Guatemala Mexique
Kazakhstan, Fédération de Russie	Kazakhstan, Fédération de Russie – Modification n° 2 du Règlement technique de l'Union douanière sur la sécurité des jouets (TR CU 008/2011) (ID 514)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes, autres	Jouets (SH 9503 et 9508)	États-Unis UE Ukraine
Kenya	Kenya – Normes de la Communauté d'Afrique de l'Est sur les boissons alcooliques (ID 510)	Prévention de pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs, protection de la santé ou de la sécurité des personnes, prescriptions en matière de qualité	Boissons alcooliques frelatées	Afrique du Sud Chili États-Unis UE
Mexique	Mexique – Norme officielle PROY-NOM-199-SCFI-2015: Boissons alcooliques – Dénomination, spécifications physicochimiques, information commerciale et méthodes d'essai (ID 522)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Boissons alcooliques (chapitre 22; ICS 67.160.10)	UE
Ouganda	Ouganda – Spécifications relatives aux boissons alcooliques (ID 519)	Non spécifié		États-Unis UE
Taipei chinois	Taipei chinois – Projet de loi sur l'agriculture biologique (ID 511)	Protection de l'environnement, prévention de pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs	Produits de l'agriculture biologique	UE

Membre visé par la PCS	Intitulé de la PCS	Objectif déclaré	Produits visés	Membre(s) soulevant la PCS
Thaïlande	Thaïlande – Code sur le lait – Projet de loi sur le contrôle de la commercialisation et promotion des aliments pour nourrissons et jeunes enfants et des produits connexes (ID 503)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes, prévention de pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs	Aliments pour nourrissons et jeunes enfants	Australie États-Unis Nouvelle-Zélande UE
Union européenne	Union européenne – Systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires (ID 512)	Prescriptions en matière de qualité	Produits agricoles et denrées alimentaires	États-Unis Uruguay
Union européenne	Union européenne – Directive 2014/40/UE relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en matière de fabrication, de présentation et de vente des produits du tabac et des produits connexes, et abrogeant la directive 2001/37/CE (ID 513)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Produits du tabac contenant des arômes caractérisants	Guatemala Indonésie
Union européenne	Union européenne – Étiquetage indiquant le pays d'origine (ID 523)	Information des consommateurs, étiquetage	Lait; viande; certains produits alimentaires transformés contenant des ingrédients laitiers ou à base de viande	États-Unis Nouvelle-Zélande

D. Aperçu des organismes à activité normative qui ont accepté le Code de pratique

Le tableau suivant énumère tous les organismes à activité normative qui ont accepté le Code de pratique entre 1995 et 2016 (et qui ne l'ont pas dénoncé).²

Membre de l'OMC ou observateur	Sigle	Organisme	Adresse électronique	Type
Afghanistan	ANSA	Afghan National Standards Authority – Agence nationale de normalisation	Zabiullahsaleml@gmail.com	Gouvernement central
Afrique du Sud	SABS	South African Bureau of Standards – Office sud-africain de normalisation	wto@sabs.co.za	Non gouvernemental
Albanie	DPS	Drejtoria e Përgjithshme e Standardizimit – Direction générale de la normalisation	info@dps.gov.al	Gouvernement central
Algérie	IANOR	Institut algérien de normalisation	dg@ianor.dz	Gouvernement central
Allemagne	DIN	Deutsches Institut für Normung – Institut allemand de normalisation	directorate.international@din.de	Non gouvernemental
Antigua-et-Barbuda	ABBS	Antigua and Barbuda Bureau of Standards – Bureau des normes d'Antigua-et-Barbuda	abbs@antigua.gov.ag	Gouvernement central
Arabie saoudite, Royaume d'	SASO	Saudi Standards, Metrology and Quality Organization – Organisation saoudienne de la normalisation, de la métrologie et de la qualité	enquiry@point@saso.gov.sa	Gouvernement central

² Ce tableau contient des renseignements tirés du système d'information sur les normes OMC-ISO (<https://tbtcode.iso.org/>).

Membre de l'OMC ou observateur	Sigle	Organisme	Adresse électronique	Type
Argentine	IRAM	Instituto Argentino de Normalización y Certificación – Institut argentin de normalisation et de certification	lrama@iram.org.ar	Non gouvernemental
Arménie	SARM	National Institute of Standards – Institut national des normes	sarm@sarm.am	Gouvernement central
Australie	ACMA	Australian Communications and Media Authority – Direction australienne des communications et des médias	international.standards@acma.gov.au	Gouvernement central
Australie	NMSC	National Marine Safety Committee – Comité national de sécurité maritime	secretariat@nmsc.gov.au	Gouvernement central/ institution publique locale
Australie		Communications Alliance – Alliance pour les communications	info@commsalliance.com.au	Non gouvernemental
Australie	AFSL	Australian Forestry Standard Limited – Société australienne des normes forestières	afs@forestrystandard.org.au	Non gouvernemental
Australie	SSA	Seafood Services Australia Ltd – Fruits de mer Australie	ssa@seafoodservices.com.au	Non gouvernemental
Australie	SA	Standards Australia – Association australienne de normalisation	intsect@standards.org.au	Non gouvernemental
Autriche	OVE	Österreichischer Verband für Elektrotechnik – Association électrotechnique autrichienne	ove@ove.at	Non gouvernemental
Autriche	ASI	Austrian Standards Institute – Institut autrichien de normalisation	ceo@austrian-standards.at	Non gouvernemental
Azerbaïdjan	AZSTAND	State Committee on Standardization, Metrology and Patents of the Republic of Azerbaijan – Comité national de la normalisation, de la métrologie et des brevets de la République d'Azerbaïdjan	enquiry@azstand.gov.az	Gouvernement central
Bahreïn, Royaume de	BSMD	Bahrain Standards and Metrology Directorate – Direction des normes et de la métrologie de Bahreïn	bsmd@moic.gov.bh	Gouvernement central
Bangladesh	BSTI	Bangladesh Standards and Testing Institution – Institut de normalisation et d'essais du Bangladesh	bsti@bangla.net, standard_bsti@ranksitt.net, wto_library_bsti@ranksitt.net	Gouvernement central
Barbade	BNSI	Barbados National Standards Institution – Office national de la normalisation de la Barbade	office@bnsi.com.bb	Non gouvernemental
Belarus	BELST	State Committee for Standardization of the Republic of Belarus – Comité national de normalisation de la République du Bélarus	standart_belst@anitex.by	Gouvernement central
Belgique	NBN	Bureau de normalisation	info@nbn.be	Gouvernement central
Bénin	ABENOR	Agence béninoise de normalisation et de gestion de la qualité	cebenorbenin@yahoo.fr	Gouvernement central
Bolivie, État plurinational de	IBNORCA	Instituto Boliviano de Normalización y Calidad – Institut bolivien de normalisation et de contrôle de la qualité	info@ibnorca.org	Non gouvernemental

Membre de l'OMC ou observateur	Sigle	Organisme	Adresse électronique	Type
Bosnie-Herzégovine	BAS	Institute for Standardisation of Bosnia and Herzegovina – Institut de normalisation de la Bosnie-Herzégovine	stand@bas.gov.ba	Gouvernement central
Botswana	BOBS	Botswana Bureau of Standards – Office de normalisation du Botswana	infoc@hq.bobstandards.bw	Non gouvernemental
Brésil	ABNT	Associação Brasileira de Normas Técnicas – Association brésilienne des normes techniques	abnt@abnt.org.br	Non gouvernemental
Brunéi Darussalam	ABCI	Authority for Building Control and Construction Industry (previously known as CPRU) – Administration du contrôle des constructions et de l'industrie du bâtiment (anciennement dénommée CPRU)	modcpru@brunet.bn	Gouvernement central
Bulgarie	BDS	Bulgarian Institute for Standardization – Institut bulgare de normalisation	standards@bds-bg.org	Non gouvernemental
Burkina Faso	ABNORM	Agence burkinabé de normalisation, de métrologie et de la qualité	secretariat.onac@gmail.com	Gouvernement central
Burundi	BBN	Bureau burundais de normalisation et contrôle de la qualité	bbnorme11@yahoo.fr	Gouvernement central
Cambodge	ISC	Institute of Standards of Cambodia – Institut de normalisation du Cambodge	discinfo@camnet.com.kh	Gouvernement central
Cameroun	ANOR	Agence des normes et de la qualité	bootoangon@yahoo.fr	Gouvernement central
Canada	SCC	Conseil canadien des normes	info@scc.ca	Gouvernement central
Chili	INN	Instituto Nacional de Normalización – Institut national de normalisation	normas@inn.cl	Gouvernement central
Chine	SAC	Standardization Administration of China – Administration chinoise de normalisation	sac@sac.gov.cn	Gouvernement central
Chypre	CYS	Cyprus Organization for Standardization – Organisation chypriote de la normalisation	cystandards@cys.org.cy	Non gouvernemental
Colombie	ICONTEC	Instituto Colombiano de Normas Técnicas y Certificación – Institut colombien des normes techniques et de la certification	cliente@icontec.org	Non gouvernemental
Corée, République de	KATS	Korean Agency for Technology and Standards – Office coréen des normes et de la technologie	standard@kats.go.kr	Gouvernement central
Corée, République de	KEA	Korea Electric Association – Association coréenne de l'électricité	drs2013@kepic.or.kr	Non gouvernemental
Costa Rica	INTECO	Instituto de Normas Técnicas de Costa Rica – Institut des normes techniques du Costa Rica	mcespedes@inteco.or.cr	Non gouvernemental
Côte d'Ivoire	CODINORM	Côte d'Ivoire Normalisation	ahoti@codinorm.org	Non gouvernemental
Croatie	HZN	Croatian Standards Institute – Institut croate de normalisation	hzn@hzn.hr	Non gouvernemental
Cuba	NC	Oficina Nacional de Normalización – Office national de normalisation	nc@ncnorma.cu	Gouvernement central
Danemark	DS	Dansk Standard (Association danoise de normalisation)	dansk.standard@ds.dk	Non gouvernemental

Membre de l'OMC ou observateur	Sigle	Organisme	Adresse électronique	Type
Dominique	DBOS	Dominica Bureau of Standards – Office dominiquais des normes	info@dominicastandards.org	Gouvernement central
Égypte	EOS	Egyptian Organization for Standardization and Quality – Organisation de normalisation et de contrôle de la qualité	moi@idsc.net.eg	Gouvernement central
El Salvador	CONACYT	Consejo nacional de Ciencia y Tecnología – Conseil national de la science et de la technologie	evangas@conacyt.gob.sv	Gouvernement central
Émirats arabes unis	ESMA	Emirates Authority for Standardization and Metrology – Office de normalisation et de métrologie des Émirats	esma@esma.gov.ae	Gouvernement central
Équateur	INEN	Instituto Ecuatoriano de Normalización – Institut équatorien de normalisation	baguilera@inen.gov.ec	Gouvernement central
Espagne	AENOR	Asociación Española de Normalización y Certificación – Association espagnole de normalisation et de certification	aenor@aenor.es	Non gouvernemental
Estonie	EVS	Eesti Standardikeskus – Centre estonien de normalisation	info@evs.ee	Non gouvernemental
États-Unis	ANSI	American National Standards Institute – Institut national de normalisation	info@ansi.org	Non gouvernemental
ex-République yougoslave de Macédoine	ISRM	Standardization Institute of the former Yugoslav Republic of Macedonia – Institut de normalisation de l'ex-République yougoslave de Macédoine	isrm@isrm.gov.mk info@isrm.gov.mk	Non gouvernemental
Finlande	SFS	Finnish Standards Association – Association finlandaise de normalisation	sfs@sfs.fi	Non gouvernemental
France	AFNOR	Association française de normalisation	uari@afnor.org	Non gouvernemental
Géorgie	GEOSTM	Georgian National Agency for Standards and Metrology – Agence nationale des normes et de la métrologie	geostm@geostm.ge	Gouvernement central
Ghana		Ghana Standards Authority – Autorité des normes du Ghana	gsadir@gsa.gov.gh	Gouvernement central
Grèce	ELOT	Hellenic Organization for Standardization – Organisation hellénique de normalisation	info@elot.gr	Non gouvernemental
Grenade	GDBS	Grenada Bureau of Standards – Bureau des normes de la Grenade	gdbs@spiceisle.com	Gouvernement central
Guatemala	COGUANOR	Comisión Guatemalteca de Normas – Commission guatémaltèque de normalisation	hherrera@mineco.gob.gt; nmendoza@mineco.gob.gt	Gouvernement central
Guyana	GNBS	Guyana National Bureau of Standards – Bureau national de normalisation du Guyana	info@gnbsgy.org	Gouvernement central
Haïti	BHN	Bureau haïtien de normalisation	bhn@mci.gouv.ht	Gouvernement central

Membre de l'OMC ou observateur	Sigle	Organisme	Adresse électronique	Type
Honduras		Secretaría de Industria y Comercio, Dirección General de Producción y Consumo, Departamento de Normalización y Metrología – Ministère de l'industrie et du commerce, Direction générale de la production et de la consommation, Département de normalisation et de métrologie	normalizacion@sic.gob.hn	Gouvernement central
Hong Kong, Chine		Electrical and Mechanical Services Department of the Government of the HKSAR – Département des services électriques et mécaniques du gouvernement de la RASHK	mbec@emsd.gov.hk	Gouvernement central
Hong Kong, Chine		Highways Department of the Government of the HKSAR – Département des autoroutes du gouvernement de la RASHK	ts.tau@hyd.gov.hk	Gouvernement central
Hong Kong, Chine	OFCA	Office of the Communications Authority – Direction des télécommunications	standards@ofca.gov.hk	Gouvernement central
Hong Kong, Chine		Transport Department of the Government of the HKSAR – Département des transports du gouvernement de la RASHK	kelvinsiu@td.gov.hk	Gouvernement central
Hong Kong, Chine		Works Branch, Development Bureau of the Government of the HKSAR – Direction des travaux publics, Bureau du développement du gouvernement de la RASHK	wbenq@devb.gov.hk	Gouvernement central
Hongrie	MSZT	Magyar Szabványügyi Testület – Institut hongrois de normalisation	isoline@mszt.hu	Non gouvernemental
Inde	BIS	Bureau of Indian Standards – Bureau indien de normalisation	ird@bis.org.in	Gouvernement central
Indonésie	BSN	Badan Standardisasi Nasional – Agence nationale de normalisation	bsn@bsn.or.id	Gouvernement central
Irlande	NSAI	National Standards Authority of Ireland – Direction nationale de la normalisation de l'Irlande	nsai@nsai.ie	Gouvernement central
Islande	IST	Icelandic Standards – Conseil islandais de normalisation	stadlar@stadlar.is	Non gouvernemental
Israël	SII	Standards Institution of Israel – Institut israélien de normalisation	iso/iec@sii.org.il	Non gouvernemental
Italie	CEI	Comitato Elettrotecnico Italiano – Comité électrotechnique italien	cei@ceinorme.it	Non gouvernemental
Italie	UNI	Ente Nazionale Italiano di Unificazione – Institut italien de normalisation	uni@uni.com	Non gouvernemental
Jamaïque	BSJ	Bureau of Standards Jamaica – Office jamaïcain de normalisation	info@bsj.org.jm	Gouvernement central
Japon	CPSA	Consumer Product Safety Association – Association des consommateurs pour la sécurité des produits	operation@sg-mark.org	Non gouvernemental
Japon	JISC	Japanese Industrial Standards Committee – Comité japonais des normes industrielles	isojisc@meti.go.jp	Gouvernement central

Membre de l'OMC ou observateur	Sigle	Organisme	Adresse électronique	Type
Japon	MAFF	Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries – Ministère de l'agriculture, des forêts et des pêches	white56@maff.go.jp	Gouvernement central
Japon	METI	Ministry of Economy, Trade and Industry – Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie		Gouvernement central
Japon	JCMA	Japan Construction Mechanization Association – Association japonaise de la construction et de la mécanisation	jcmastd@jcmanet.or.jp	Non gouvernemental
Japon	JEA	Japan Environment Association – Association japonaise pour l'environnement	ecomark@japan.email.ne.jp	Non gouvernemental
Japon		Society of Automotive Engineers of Japan, Inc. – Société des ingénieurs automobiles du Japon	kikaku@jsae.or.jp	Non gouvernemental
Japon	JBIA	The Japan Bearing Industry Association – Association japonaise de l'industrie des roulements à bille	jbsc@jbja.or.jp	Non gouvernemental
Japon	JISF	The Japan Iron and Steel Federation – Fédération du fer et de l'acier du Japon	std1@jisf.or.jp	Non gouvernemental
Japon	JSME	The Japan Society of Mechanical Engineers – Société japonaise des ingénieurs en mécanique	jigyo@jsme.or.jp	Non gouvernemental
Japon	JWIMA	Japan Writing Instrument Manufacturers Association – Association japonaise des fabricants d'instruments d'écriture	haruta@wima.org	Non gouvernemental
Jordanie	JSMO	Jordan Standards and Metrology Organization – Organisation jordanienne des normes et de la métrologie	jsmo@jsmo.gov.jo	Gouvernement central
Kazakhstan	KAZMEMST	Committee for Technical Regulation and Metrology – Comité de la réglementation technique et de la métrologie	mailkazmemst@rambler.ru	Gouvernement central
Kenya	KEBS	Kenya Bureau of Standards – Bureau des normes du Kenya	info@kebs.org	Gouvernement central
Koweït, État du	KOWSMD	Public Authority for Industry – Office de l'industrie	Kowsmd@pai.gov.kw	Gouvernement central
Lettonie	LVS	Latvian Standard – Normes lettones	lvs@lvs.lv	Gouvernement central
Libye	LNCSM	Libyan National Centre for Standardization and Metrology – Centre national de normalisation et de métrologie de la Libye	info@lncsm.org.ly	Gouvernement central
Lituanie	LST	Lithuanian Standards Board – Office lituanien de normalisation	lstboard@lsd.lt	Gouvernement central
Luxembourg	ILNAS	Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services	normalisation@ilnas.etat.lu	Gouvernement central
Malaisie	DSM	Department of Standards Malaysia – Département des normes de Malaisie	central@standardsmalaysia.gov.my	Gouvernement central
Malawi	MBS	Malawi Bureau of Standards – Bureau de normalisation du Malawi	mbs@mbsmw.org	Non gouvernemental

Membre de l'OMC ou observateur	Sigle	Organisme	Adresse électronique	Type
Malte	MCCAA	Malta Competition and Consumer Affairs Authority – Direction de la concurrence et de la consommation de Malte	info.msa@msa.org.mt	Non gouvernemental
Maroc	IMANOR	Institut marocain de normalisation	imanor@mcinet.gov.ma	Gouvernement central
Maurice	MSB	Mauritius Standards Bureau – Bureau des normes de Maurice	msb@intnet.mu	Non gouvernemental
Mexique	ANCE	Asociación Nacional de Normalización y Certificación, A.C. – Association nationale de normalisation et de certification	ance@ance.org.mx	Non gouvernemental
Mexique	INNTEX	Instituto Nacional de Normalización Textil, A.C. – Institut national de normalisation du secteur textile	inntex@inntex.org.mx	Non gouvernemental
Mexique	NYCE	Normalización y Certificación Electrónica, A.C. – Normalisation et certification électronique	nyce@nyce.org.mx	Non gouvernemental
Mexique	DGN	Dirección General de Normas – Direction générale de la normalisation	iso-mex@economia.gob.mx	Gouvernement central
Mexique	CANACERO	Cámara Nacional de la Industria del Hierro y del Acero – Chambre nationale de l'industrie sidérurgique	orangel@canacero.org.mx; onn@canacero.org.mx	Non gouvernemental
Mexique	CNCP	Centro de Normalización y Certificación de Productos, A.C. – Centre de normalisation et de certification de produits	agmarban@cncp.org.mx	Non gouvernemental
Mexique	COFOCALEC	Consejo para el Fomento de la Calidad de la Leche y sus Derivados, A.C. – Conseil pour la promotion de la qualité du lait et de ses dérivés	direcciongral@cofocalec.org.mx	Non gouvernemental
Mexique	IMNC	Instituto Mexicano de Normalización y Certificación, A.C. – Institut mexicain de normalisation et de certification	normalizacion@imnc.org.mx mirueste@imnc.org.mx mlhuerta@imnc.org.mx	Non gouvernemental
Mexique	ONNCCE	Organismo Nacional de Normalización y Certificación de la Construcción y Edificación, S.C. – Association nationale de normalisation et de certification du secteur de la construction	onncce@mail.onncce.org.mx	Non gouvernemental
Mexique	NORMEX	Sociedad Mexicana de Normalización y Certificación – Société mexicaine de normalisation et de certification	normas1@normex.com.mx	Non gouvernemental
Moldova, République de	ISM	Institute for Standardization of Moldova – Institut de normalisation de Moldova	office@standard.md	Gouvernement central
Mongolie	MASM	Mongolian Agency for Standardization and Metrology – Agence mongole de normalisation et de métrologie	info@masm.gov.mn	Gouvernement central
Monténégro	ISME	Institute for Standardization of Montenegro – Institut de normalisation du Monténégro	isme@t-com.me	Non gouvernemental

Membre de l'OMC ou observateur	Sigle	Organisme	Adresse électronique	Type
Mozambique	INNOQ	Instituto Nacional de Normalização e Qualidade – Institut national de la normalisation et de la qualité	alfredo.siteo@innoq.gov.mz	Gouvernement central
Myanmar		Department of Research and Innovation (DRI), Ministry of Science and Technology – Département de la recherche et de l'innovation (DRI) du Ministère de la science et de la technologie	head-nsb@myanmarstandards.org.mm tbtenquiry@myanmarstandards.org.mm standards.mstrd@gmail.com wwwmoejan4@gmail.com	Gouvernement central
Namibie	NSI	Namibian Standards Institution – Institut namibien des normes	query@nsi.com.na	Gouvernement central
Nicaragua		Dirección de Normalización y Metrología – Direction de la normalisation et de la métrologie	nsolano@mific.gob.ni; dtnm@mific.gob.ni	Gouvernement central
Nicaragua	INEN	Instituto Nicaragüense de Energía – Institut nicaraguayen de l'énergie	dcd@ine.gob.ni	Gouvernement central
Nicaragua	INAA	Instituto Nicaragüense de Acueductos y Alcantarillados – Institut nicaraguayen des eaux et des systèmes d'assainissement	pres.ejinaa@inaa.gob.ni	Non gouvernemental
Niger	DNPQM	Direction de la normalisation, de la promotion de la qualité et de la métrologie	dnqm2002@yahoo.fr	Gouvernement central
Nigéria	SON	Standards Organisation of Nigéria – Organisation nigériane de normalisation	info@sononline.org	Gouvernement central
Norvège	SN	Standards Norway – Office norvégien de normalisation	info@standard.no	Non gouvernemental
Norvège	NEK	Norsk Elektroteknisk Komite – Comité électrotechnique norvégien	nek@nek.no	Non gouvernemental
Nouvelle-Zélande	SNZ	Standards New Zealand	enquiries@standards.govt.nz	Gouvernement central
Nouvelle-Zélande		Environmental Choice New Zealand	info@enviro-choice.org.nz	Gouvernement central
Oman	DGSM	Directorate General for Standards and Metrology – Direction générale des spécifications et des mesures	nepic@business.gov.om	Gouvernement central
Ouganda	UNBS	Uganda National Bureau of Standards – Office national de normalisation de l'Ouganda	info@unbs.go.ug	Gouvernement central
Ouzbékistan	UZSTANDARD	Agency for Standardization, Metrology and Certification of Uzbekistan – Agence de la normalisation, de la métrologie et de la certification de l'Ouzbékistan	uzst@standart.uz	Gouvernement central
Pakistan	PSQCA	Pakistan Standards and Quality Control Authority – Direction pakistanaise des normes et du contrôle de la qualité	psqcadg@super.net.pk	Gouvernement central
Panama	MICI	Ministerio de Comercio e Industrias – Ministère du commerce et de l'industrie	dgnti@mici.gob.pa	Gouvernement central
Papouasie-Nouvelle-Guinée	NISIT	National Institute of Standards and Industrial Technology – Institut national des normes et de la technologie industrielle	pngnisit@nisit.gov.pg	Gouvernement central

Membre de l'OMC ou observateur	Sigle	Organisme	Adresse électronique	Type
Paraguay	INTN	Instituto Nacional de Tecnología, Normalización y Metrología – Institut national technologie, normalisation et métrologie	intn@intn.gov.py	Gouvernement central
Pays-Bas	NEN	Nederlands Normalisatie-instituut – Institut néerlandais de normalisation	info@nen.nl	Non gouvernemental
Pérou	INDECOPI	Instituto Nacional de Defensa de la Competencia y de la Protección de la Propiedad Intelectual – Institut national pour la défense de la concurrence et la protection de la propriété intellectuelle	standards@indecopi.gob.pe	Gouvernement central
Philippines	BPS	Bureau of Philippine Standards – Bureau des normes des Philippines	bps@dti.gov.ph	Gouvernement central
Pologne	PKN	Polski Komitet Normalizacyjny – Comité polonais de normalisation	wto.tbt@pkn.pl	Non gouvernemental
Portugal	IPQ	Instituto Português da Qualidade – Institut portugais de la qualité	ipq@ipq.pt	Gouvernement central
Qatar	QS	Qatar General Organization for Standardization, Ministry of Municipality and Environment – Organisation générale de normalisation du Qatar, Ministère des municipalités et de l'environnement	standard@qatar.net.qa	Gouvernement central
République démocratique populaire lao	MoST	Ministry of Science and Technology – Ministère des sciences et de la technologie		Gouvernement central
République dominicaine	INDOCAL	Instituto Dominicano para la Calidad – Institut dominicain pour la qualité	indocal@indocal.gob.do	Gouvernement central
République kirghize	KYRGYZST	Center for Standardization and Metrology under the Ministry of economy of the Kyrgyz Republic – Centre de normalisation et métrologie du Ministère de l'économie de la République kirghize	kyrgyzstandard@rambler.ru	Gouvernement central
République libanaise	LIBNOR	Lebanese Standards Institution – Institut libanais de normalisation	libnor@libnor.org	Gouvernement central
République slovaque	SUTN	Slovak Standards Institute – Institut slovaque de normalisation	int@sutn.gov.sk	Gouvernement central
République tchèque	UNMZ	Czech Office for Standards, Metrology and Testing – Bureau tchèque des normes, de la métrologie et des essais	extrel@unmz.cz	Gouvernement central
Roumanie	ASRO	Asociația de Standardizare din România – Association roumaine de normalisation	international@asro.ro	Non gouvernemental
Royaume-Uni	BSI	British Standards Institution – Institut britannique de normalisation	standards.international@bsigroup.com	Non gouvernemental
Rwanda	RBS	Rwanda Standards Board – Office des normes du Rwanda	info@rsb.gov.rw	Gouvernement central
Sainte-Lucie	SLBS	Saint Lucia Bureau of Standards – Bureau des normes de Sainte-Lucie	slbs@candw.lc	Gouvernement central

Membre de l'OMC ou observateur	Sigle	Organisme	Adresse électronique	Type
Saint-Vincent-et-les Grenadines	SVGBS	St. Vincent and the Grenadines Bureau of Standards – Bureau des normes de Saint-Vincent-et-les Grenadines	svgbs@vincysurf.com; info.svgbs@gov.vc	Gouvernement central
Sénégal	ASN	Association sénégalaise de normalisation	isn@orange.sn	Gouvernement central
Serbie	ISS	Institute for Standardization of Serbia – Institut de normalisation de la Serbie	iss-international@iss.rs, ljubica.petrovic@iss.rs	Non gouvernemental
Singapour	SPRING SG	Standards, Productivity and Innovation Board – Office des normes, de la productivité et de l'innovation	standards@spring.gov.sg	Gouvernement central
Slovénie	SIST	Slovenian Institute for Standardization – Institut slovène de normalisation	sist@sist.si	Non gouvernemental
Sri Lanka	SLSI	Sri Lanka Standards Institution – Institut sri-lankais de normalisation	chairman@slsi.slt.lk	Gouvernement central
Suède		ITS – Svenska Informations – Och Telekommunikationsstandardiseringsnämnden	info@its.se	Non gouvernemental
Suède		SEK Svensk Elstandard	snc@elstandard.se	Non gouvernemental
Suède	SIS	Swedish Standards Institute – Institut suédois de la normalisation	info@sis.se	Non gouvernemental
Suisse	SNV	Association suisse de normalisation	info@snv.ch	Non gouvernemental
Suisse	CES	Electrosuisse	ces@electrosuisse.ch	Non gouvernemental
Swaziland	SWASA	Swaziland Standards Authority – Agence de normalisation du Swaziland	info@swasa.co.sz	Non gouvernemental
Taipei chinois	BSMI	The Bureau of Standards, Metrology and Inspection – Bureau de normalisation, de métrologie et d'inspection	tbtenq@bsmi.gov.tw	Gouvernement central
Tanzanie	TBS	Tanzania Bureau of Standards – Bureau de normalisation de la Tanzanie	info@tbs.go.tz	Gouvernement central
Thaïlande	TISI	Thai Industrial Standards Institute – Office thaïlandais de normalisation industrielle	intrelat@tisi.go.th	Gouvernement central
Trinité-et-Tobago	TTBS	Trinidad and Tobago Bureau of Standards – Office de normalisation de la Trinité-et-Tobago	ttbs@ttbs.org.tt	Gouvernement central
Tunisie	INNORPI	Institut national de la normalisation et de la propriété industrielle	innorpi@planet.tn	Gouvernement central
Turquie	TSE	Türk Standardları Enstitüsü – Institut turc de normalisation	usm@tse.org.tr	Non gouvernemental
Ukraine	DSTU	Ukrainian scientific research and training centre for standardization, certification and quality – Centre ukrainien pour la recherche scientifique et la formation en charge de la normalisation, de la certification et des problèmes de qualité	assistant@ukrndnc.org.ua; secretar.ukrndnc@gmail.com	Non gouvernemental
Union européenne	ETSI	European Telecommunications Standards Institute – Institut européen des normes de la télécommunication	info@etsi.org	Non gouvernemental

Membre de l'OMC ou observateur	Sigle	Organisme	Adresse électronique	Type
Union européenne	CENELEC	European Committee for Electrotechnical Standardization – Comité européen de normalisation électrotechnique	info@cencenelec.eu	Non gouvernemental
Union européenne	CEN	European Committee for Standardization – Comité européen de normalisation	info@cencenelec.eu	Non gouvernemental
Uruguay	UNIT	Instituto Uruguayo de Normas Técnicas – Institut uruguayen de normalisation technique	unit-iso@unit.org.uy	Non gouvernemental
Venezuela, République bolivarienne du	FONDONORMA	Fondo para la Normalización y Certificación de la Calidad – Fonds de normalisation et de certification de la qualité	info@fondonorma.org.ve	Non gouvernemental
Viet Nam	STAMEQ	Directorate for Standards, Metrology and Quality – Direction des normes, de la métrologie et de la qualité	htqt@tcvn.gov.vn	Gouvernement central
Zambie	ZABS	Zambia Bureau of Standards – Bureau zambien des normes	ceo@zabs.org.zm, info@zabs.org.zm	Gouvernement central
Zimbabwe	SAZ	Standards Association of Zimbabwe – Association zimbabwéenne de normalisation	rmarunda@saz.org.zw; info@saz.org.zw	Non gouvernemental
Autres	ARSO	Organisation africaine de normalisation	arso@arso-oran.org	Autres

E. Communications concernant la mise en œuvre et l'administration de l'Accord au titre de l'article 15.2

L'article 15.2 de l'Accord OTC dispose que:

"Dans les moindres délais après la date à laquelle l'Accord sur l'OMC entrera en vigueur pour lui, chaque Membre informera le Comité des mesures qui sont en vigueur ou qu'il aura prises pour assurer la mise en œuvre et l'administration du présent accord. Il notifiera aussi au Comité toute modification ultérieure de ces mesures."

Le tableau ci-après contient une liste des Membres ayant présenté une communication concernant la mise en œuvre et l'administration de l'Accord au titre de l'article 15.2 depuis 1995. À ce jour, 138 Membres ont présenté au moins une communication.

Membres	Document	Date
Afrique du Sud	G/TBT/2/Add.60	14 juillet 2000
	G/TBT/2/Add.60/Rev.1	14 mars 2012
Albanie	G/TBT/2/Add.99	15 mai 2008
Antigua-et-Barbuda	G/TBT/2/Add.66	7 mars 2002
Arabie saoudite, Royaume d'	G/TBT/2/Add.89	19 mai 2006
Argentine	G/TBT/2/Add.21	4 septembre 1996
	G/TBT/2/Add.21/Suppl.1	11 février 1999
	G/TBT/2/Add.21/Suppl.2	20 avril 1999
	G/TBT/2/Add.21/Suppl.3	29 août 2003
Arménie	G/TBT/2/Add.75	6 août 2003
	G/TBT/2/Add.75/Rev.1	10 août 2004
Australie	G/TBT/2/Add.8	31 mai 1996
	G/TBT/2/Add.8/Rev.1	29 mai 2001
	G/TBT/2/Add.8/Rev.1/Suppl.1	21 juin 2001
Bahreïn, Royaume de	G/TBT/2/Add.19	2 août 1996
Bangladesh	G/TBT/2/Add.88	19 mai 2006
Barbade	G/TBT/2/Add.48	24 septembre 1998
Belize	G/TBT/2/Add.104	20 août 2010
Bolivie, État plurinational de	G/TBT/2/Add.43	20 janvier 1998
	G/TBT/2/Add.43/Suppl.1	18 septembre 1998
Botswana	G/TBT/2/Add.97	30 octobre 2007

Membres	Document	Date
Brésil	G/TBT/2/Add.26	29 octobre 1996
	G/TBT/2/Add.26/Rev.1	28 octobre 2002
	G/TBT/2/Add.26/Rev.1/Suppl.1	18 décembre 2002
	G/TBT/2/Add.26/Rev.2	26 juin 2003
	G/TBT/2/Add.26/Rev.2/Suppl.1	7 juillet 2003
Brunéi Darussalam	G/TBT/2/Add.26/Rev.2/Suppl.2	6 novembre 2006
	G/TBT/2/Add.119	24 octobre 2016
	G/TBT/2/Add.32	23 mai 1997
Bulgarie	G/TBT/2/Add.32/Rev.1	12 octobre 2000
	G/TBT/2/Add.32/Rev.2	16 juillet 2003
	G/TBT/2/Add.32/Rev.3	15 décembre 2006
Burundi	G/TBT/2/Add.118	25 juillet 2016
Cambodge	G/TBT/2/Add.103	12 juillet 2010
Canada	G/TBT/2/Add.6	4 juin 1996
	G/TBT/2/Add.6/Rev.1	9 septembre 2002
	G/TBT/2/Add.6/Rev.2	4 juillet 2007
	G/TBT/2/Add.6/Rev.3	17 juin 2014
Chili	G/TBT/2/Add.16	22 juillet 1996
	G/TBT/2/Add.16/Suppl.1	19 avril 1999
	G/TBT/2/Add.16/Suppl.2	24 novembre 2003
	G/TBT/2/Add.16/Rev.1	16 mars 2006
Chine	G/TBT/2/Add.65	29 janvier 2002
Chypre	G/TBT/2/Add.46	27 février 1998
Colombie	G/TBT/2/Add.18	29 août 1996
	G/TBT/2/Add.18/Rev.1	5 juillet 2005
	G/TBT/2/Add.18/Rev.2	10 mai 2007
	G/TBT/2/Add.18/Rev.2/Suppl.1	13 mars 2008
	G/TBT/2/Add.18/Rev.2/Suppl.2	18 septembre 2008
	G/TBT/2/Add.18/Rev.3	30 octobre 2009
	G/TBT/2/Add.18/Rev.1/Suppl.1	9 janvier 2012
	G/TBT/2/Add.18/Rev.1/Suppl.2	12 octobre 2015
Corée, République de	G/TBT/2/Add.28	12 novembre 1996
	G/TBT/2/Add.51	12 avril 1999
Costa Rica	G/TBT/2/Add.51/Suppl.1	10 mars 2003
	G/TBT/2/Add.73	24 janvier 2003
	G/TBT/2/Add.73/Rev.1	10 mai 2011
Cuba	G/TBT/2/Add.13/Rev.1	14 mars 2011
Dominique	G/TBT/2/Add.62	28 février 2001
Égypte	G/TBT/2/Add.34/Rev.1	8 octobre 2009
El Salvador	G/TBT/2/Add.78	22 mars 2004
	G/TBT/2/Add.78/Suppl.1	8 décembre 2008
Émirats arabes unis	G/TBT/2/Add.96	11 septembre 2007
Équateur	G/TBT/2/Add.101	22 juin 2009
Estonie	G/TBT/2/Add.58	16 mars 2000
	G/TBT/2/Add.58/Rev.1	1 ^{er} mars 2001
	G/TBT/2/Add.58/Rev.2	10 décembre 2001
États-Unis	G/TBT/2/Add.2	19 février 1996
ex-République yougoslave de Macédoine	G/TBT/2/Add.84	22 février 2005
	G/TBT/2/Add.84/Rev.1	9 novembre 2012
Fédération de Russie	G/TBT/2/Add.109	11 octobre 2012
Fidji	G/TBT/2/Add.90	12 septembre 2006
Géorgie	G/TBT/2/Add.81	15 octobre 2004
	G/TBT/2/Add.81/Rev.1	28 septembre 2011
	G/TBT/2/Add.81/Rev.2	8 octobre 2012
Ghana	G/TBT/2/Add.76	29 octobre 2003
	G/TBT/2/Add.76/Rev.1	2 juin 2008
Grenade	G/TBT/2/Add.67	12 mars 2002
Guatemala	G/TBT/2/Add.102	24 février 2010
Guinée-Bissau	G/TBT/2/Add.92	24 novembre 2006
Honduras	G/TBT/2/Add.50	22 octobre 1998
Hong Kong, Chine	G/TBT/2/Add.1	29 janvier 1996
Hongrie	G/TBT/2/Add.41	21 octobre 1997
Inde	G/TBT/2/Add.56	22 octobre 1999
Indonésie	G/TBT/2/Add.3	22 mars 1996
	G/TBT/2/Add.3/Rev.1	18 mai 2004
	G/TBT/2/Add.3/Rev.2	15 mai 2008
	G/TBT/2/Add.3/Rev.3	12 novembre 2009
	G/TBT/2/Add.3/Rev.4	20 août 2010

Membres	Document	Date
Islande	G/TBT/2/Add.55	1 ^{er} juin 1999
	G/TBT/2/Add.55/Suppl.1	11 juillet 2000
Israël	G/TBT/2/Add.72	23 janvier 2003
	G/TBT/2/Add.72/Suppl.1	18 janvier 2008
	G/TBT/2/Add.72/Suppl.2	3 décembre 2010
Jamaïque	G/TBT/2/Add.57	22 juillet 1999
Japon	G/TBT/2/Add.10	11 juin 1996
	G/TBT/2/Add.10/Rev.1	31 octobre 2016
Jordanie	G/TBT/2/Add.61	18 octobre 2000
Kazakhstan	G/TBT/2/Add.116	4 mars 2016
Kenya	G/TBT/2/Add.86	28 avril 2005
	G/TBT/2/Add.86/Suppl.1	2 juin 2005
	G/TBT/2/Add.86/Rev.1	16 février 2015
Koweït, État du	G/TBT/2/Add.105	6 avril 2011
Lettonie	G/TBT/2/Add.52	13 avril 1999
Liechtenstein	G/TBT/2/Add.36	6 août 1997
Lituanie	G/TBT/2/Add.64	4 octobre 2001
Macao, Chine	G/TBT/2/Add.30	23 décembre 1996
Madagascar	G/TBT/2/Add.80	3 août 2004
Malaisie	G/TBT/2/Add.9	12 juin 1996
	G/TBT/2/Add.9/Rev.1	29 octobre 2004
	G/TBT/2/Add.9/Rev.2	8 juillet 2010
	G/TBT/2/Add.9/Rev.3	5 juin 2012
Malawi	G/TBT/2/Add.93	2 août 2007
Mali	G/TBT/2/Add.113	15 avril 2014
Maroc	G/TBT/2/Add.39	6 août 1997
Maurice	G/TBT/2/Add.40	17 septembre 1997
Mexique	G/TBT/2/Add.14	19 juillet 1996
	G/TBT/2/Add.14/Suppl.1	28 octobre 2008
Moldova, République de	G/TBT/2/Add.68/Suppl.1	10 octobre 2006
Mongolie	G/TBT/2/Add.44	29 janvier 1998
	G/TBT/2/Add.44/Rev.1	21 décembre 2007
Monténégro	G/TBT/2/Add.110	18 mars 2013
Mozambique	G/TBT/2/Add.107	22 juillet 2011
Namibie	G/TBT/2/Add.42	9 décembre 1997
	G/TBT/2/Add.108	16 mars 2012
Nicaragua	G/TBT/2/Add.82	25 octobre 2004
Niger	G/TBT/2/Add.95	10 septembre 2007
Nigéria	G/TBT/2/Add.20	2 août 1996
	G/TBT/2/Add.25	29 octobre 1996
Norvège	G/TBT/2/Add.15	15 juillet 1996
	G/TBT/2/Add.15/Rev.1	26 juin 1997
Nouvelle-Zélande	G/TBT/2/Add.24	11 octobre 1996
Oman	G/TBT/2/Add.63	12 avril 2001
Ouganda	G/TBT/2/Add.23	8 octobre 1996
	G/TBT/2/Add.23/Suppl.1	12 avril 2006
Pakistan	G/TBT/2/Add.45	12 février 1998
Panama	G/TBT/2/Add.53	7 mai 1999
	G/TBT/2/Add.53/Corr.1	14 octobre 1999
Papouasie-Nouvelle-Guinée	G/TBT/2/Add.77	5 mars 2004
	G/TBT/2/Add.77/Rev.1	27 octobre 2006
Paraguay	G/TBT/2/Add.91	29 septembre 2006
	G/TBT/2/Add.91/Rev.1	1 ^{er} juillet 2008
	G/TBT/2/Add.91/Rev.2	1 ^{er} avril 2010
Pérou	G/TBT/2/Add.29	23 décembre 1996
	G/TBT/2/Add.29/Suppl.1	14 septembre 2007
	G/TBT/2/Add.29/Rev.1	1 ^{er} octobre 2007
	G/TBT/2/Add.29/Rev.2	3 décembre 2008
Philippines	G/TBT/2/Add.11	11 juin 1996
Pologne	G/TBT/2/Add.31	18 février 1997
	G/TBT/2/Add.31/Rev.1	24 mars 1997
Qatar	G/TBT/2/Add.87	27 février 2006
Roumanie	G/TBT/2/Add.17	2 août 1996
	G/TBT/2/Add.17/Corr.1	11 septembre 1996
Rwanda	G/TBT/2/Add.85	24 février 2005
	G/TBT/2/Add.85/Rev.1	7 janvier 2015
Sainte-Lucie	G/TBT/2/Add.37	6 août 1997
Saint-Vincent-et-les Grenadines	G/TBT/2/Add.71	10 décembre 2002
Sénégal	G/TBT/2/Add.115	9 octobre 2015

Membres	Document	Date
Seychelles	G/TBT/2/Add.114	25 septembre 2015
Sierra Leone	G/TBT/2/Add.83	16 décembre 2004
Singapour	G/TBT/2/Add.25/Rev.1	27 août 2007
République démocratique du Congo	G/TBT/2/Add.79	15 juillet 2004
République démocratique populaire lao	G/TBT/2/Add.111	20 novembre 2013
République dominicaine	G/TBT/2/Add.74	30 juin 2003
République kirghize	G/TBT/2/Add.59	16 mars 2000
République slovaque	G/TBT/2/Add.4	26 mars 1996
République tchèque	G/TBT/2	8 novembre 1995
	G/TBT/2/Suppl.1	21 juin 2001
Slovénie	G/TBT/2/Add.5	28 mars 1996
	G/TBT/2/Add.5/Suppl.1	18 août 1999
	G/TBT/2/Add.5/Suppl.2	1 ^{er} novembre 2001
	G/TBT/2/Add.60/Rev.2	14 avril 2016
Sri Lanka	G/TBT/2/Add.27	8 novembre 1996
	G/TBT/2/Add.27/Rev.1	1 ^{er} avril 2015
Suisse	G/TBT/2/Add.7	14 juin 1996
	G/TBT/2/Add.7/Rev.1	14 février 2008
	G/TBT/2/Add.7/Rev.2	16 mai 2014
Swaziland	G/TBT/2/Add.35	22 juillet 1997
Tadjikistan	G/TBT/2/Add.112	17 mars 2014
Taipei chinois	G/TBT/2/Add.69	11 juillet 2002
Tanzanie	G/TBT/2/Add.94	31 août 2007
	G/TBT/2/Add.94/Rev.1	28 octobre 2010
Thaïlande	G/TBT/2/Add.38	6 août 1997
Trinité-et-Tobago	G/TBT/2/Add.47	13 juillet 1998
	G/TBT/2/Add.47/Rev.1	19 octobre 2015
Tunisie	G/TBT/2/Add.22	26 novembre 1996
Turquie	G/TBT/2/Add.33	18 juin 1997
	G/TBT/2/Add.33/Rev.1	9 novembre 2011
Ukraine	G/TBT/2/Add.100	30 mai 2008
	G/TBT/2/Add.100/Rev.1	10 mai 2011
	G/TBT/2/Add.100/Rev.2	20 avril 2012
	G/TBT/2/Add.100/Rev.3	8 avril 2013
	G/TBT/2/Add.100/Rev.4	3 avril 2014
	G/TBT/2/Add.100/Rev.5	10 avril 2015
	G/TBT/2/Add.100/Rev.6	8 avril 2016
Union européenne	G/TBT/2/Add.12	27 juin 1996
	G/TBT/2/Add.12/Suppl.1	4 mars 1997
	G/TBT/2/Add.12/Rev.1	1 ^{er} juillet 1998
	G/TBT/2/Add.12/Rev.2	5 novembre 1999
	G/TBT/2/Add.12/Rev.3	18 octobre 2005
	G/TBT/2/Add.12/Rev.3/Suppl.1	22 novembre 2006
Uruguay	G/TBT/2/Add.54	26 mai 1999
Vanuatu	G/TBT/2/Add.117	22 juillet 2016
Venezuela, République bolivarienne du	G/TBT/2/Add.70	10 septembre 2002
Viet Nam	G/TBT/2/Add.98	6 novembre 2007
	G/TBT/2/Add.98/Rev.1	20 février 2009
	G/TBT/2/Add.98/Rev.2	12 septembre 2012
Yémen	G/TBT/2/Add.120	25 novembre 2016
Zambie	G/TBT/2/Add.106	28 juin 2011
Zimbabwe	G/TBT/2/Add.49	28 septembre 1998